

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN
EAU DU MORBIHAN

DATE DE CONVOCATION : 19/01/2023			
Nombre de délégués en exercice	Présents	Absents	Pouvoirs
62	32	19	11

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU COMITÉ SYNDICAL

L'an deux mille vingt trois, le vingt sept janvier, le Comité Syndical de Eau du Morbihan, dûment convoqué, s'est réuni à Vannes, sous la présidence de Monsieur Dominique RIGUIDEL, Président de Eau du Morbihan.

Étaient présents :

Madame Annie AUDIC. Madame Martine AUFFRET. Monsieur Denis BERTHOLOM. Monsieur André BOUDART. Monsieur Maurice BRAUD. Monsieur Serge BUCHET. Monsieur Vincent COWET. Monsieur Paul COZIC. Monsieur Michel CRIAUD. Monsieur Thierry EVENO. Monsieur Roland GASTINE. Madame Pascale GILLET. Monsieur Tibault GROLLEMUND. Monsieur Didier GUILLOTIN. Monsieur Bruno LE BORGNE. Monsieur Yannick LE BORGNE. Monsieur Bernard LE BRETON. Monsieur René LE MOULLEC. Monsieur Denis LE RALLE. Monsieur Daniel MANENC. Madame Christine MANHES. Madame Claire MASSON. Monsieur François-Denis MOUHOU. Monsieur Anthony ONNO. Madame Martine PARE. Monsieur Maurice POUILLAUDE. Monsieur Jérôme REGNIER. Monsieur Dominique RIGUIDEL. Monsieur Benoît ROLLAND. Monsieur Stéphane SANCHEZ. Monsieur Jean-Charles SENTIER. Monsieur Yves THIEC

Avaient donné pouvoir :

Monsieur Daniel AUDO. Monsieur Jean-Luc CHIFFOLEAU. Monsieur Jean-Claude COUDE. Monsieur Jean-Paul GAUTIER. Monsieur Bruno GOASMAT. Madame Annaïck HUCHET. Monsieur Freddy JAHIER. Monsieur Denis L'ANGE. Monsieur Jean-Pierre LE PONNER. Monsieur Gérard LE ROY. Monsieur David ROBO

Étaient excusés :

Monsieur Patrick BEILLON. Madame Marie-Claire BONHOMME. Monsieur Dominique CHAUMORCEL. Monsieur Jacky CHAUVIN. Monsieur Yannick CHESNAIS. Monsieur Alain DE CHABANNES. Monsieur Jean-Luc EVEN. Madame Françoise GUILLERM. Madame Diane HINGRAY. Monsieur Raymond HOUeix. Monsieur Yves HUTTER. Monsieur Hugues JEHANNO. Monsieur Ronan LE DELEZIR. Monsieur Pascal LE JEAN. Monsieur Loïc LE PEN. Monsieur Joël MARIVAIN. Monsieur André TEXIER. Monsieur Franck VALLEIN. Monsieur Yann YHUEL

Secrétaire de séance : Monsieur Maurice POUILLAUDE

Les présents formant la majorité des membres en exercice, le Comité Syndical peut valablement délibérer.

.../...

CS_2023_006 - Débat d'Orientations Budgétaires 2023

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2312-1 et L.5211-36 ;

Vu la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques ;

Vu le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016, définissant le contenu ainsi que les modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire ;

Considérant qu'un débat sur les orientations générales du Budget est obligatoire dans les communes de 3 500 habitants et plus ;

Considérant que ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront inscrites dans le cadre du Budget Primitif ;

Considérant que le débat doit se tenir dans les deux mois précédant l'examen du Budget Primitif ;

Vu le rapport du Président ;

Le Comité Syndical après en avoir délibéré :

- Prend acte, pour l'ensemble des Budgets de Eau du Morbihan, de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires 2023, sur la base du rapport annexé à la présente délibération.

Fait et délibéré à Vannes, le 27 janvier 2023

(au registre suivent les signatures)

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Dominique RIGUIDEL

DÉTAIL DU VOTE

POUR	43
CONTRE	0
ABSTENTION	0
NE PARTICIPE PAS	0

Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023

Affiché le 31/01/2023

ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE



service public d'eau potable

Rapport d'orientations budgétaires 2023

Comité Syndical 27 janvier 2023

Tables des matières

Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023

Affiché le 31/01/2023

ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE

1. CONTEXTE, ENJEUX ET STRATEGIE	6
1.1. ELEMENTS DE CONTEXTE	6
1.1.1. Crise de l'énergie	6
1.1.2. Inflation généralisée et baisse de croissance	7
1.1.3. Hausse des taux de crédits	8
1.2. ENJEUX ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES	8
1.2.1. Ralentissement de la croissance économique	8
1.2.2. Ressources et développement	9
Evolutions démographiques en Morbihan	9
Changement climatique et sécheresse	10
1.2.3. Le contexte réglementaire et sanitaire	10
2. DEPENSES ET RECETTES D'EXPLOITATION DES SERVICES EAU	11
2.1. DEPENSES D'EXPLOITATION	11
2.1.1. Répartition des charges	11
2.1.2. Les achats d'eau	12
2.1.3. La rémunération des exploitants	12
2.1.4. Charges de personnel et évolution des ressources humaines	14
2.1.5. Les partenariats	15
2.1.6. L'évolution prospective des dépenses d'exploitation	15
2.2. RECETTES D'EXPLOITATION	17
2.2.1. Les volumes d'eau vendus	17
2.2.2. La politique tarifaire	18
2.2.3. Le Tarif de Fourniture d'Eau en Gros (TFEG)	19
2.2.4. Les tarifs aux abonnés de Distribution	20
2.3. COMPTES ADMINISTRATIFS PREVISIONNELS 2022	22
2.3.1. Budget Principal Production-Transport	22
2.3.2. Budget annexe Distribution	24
2.4. EXCEDENTS D'EXPLOITATION CUMULES	25
2.4.1. Fonds de roulement décroissant du Budget Principal Production-Transport	25
2.4.2. Stabilisation du fonds de roulement en Distribution	26
2.5. PROSPECTIVE BUDGETAIRE	26
2.5.1. Budget Principal Production-Transport	26
2.5.2. Budget Distribution	29
2.6. INDICATEURS D'EPARGNE	31
2.6.1. Définitions	31
2.6.2. Un plancher d'autofinancement relevé au Budget Production-Transport	31
2.6.3. La stabilité financière du Budget Distribution	33
3. GESTION DE LA DETTE ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DES SERVICES EAU	34
3.1. SUIVI DE LA DETTE	34
3.1.1. Encours de la dette	34
3.1.2. Evolution prévisionnelle de la dette	36
3.1.3. Capacité de désendettement	38
3.2. L'INVESTISSEMENT	40
3.2.1. Politique d'investissement structurante en Production-Transport	40
3.2.2. Programmes d'investissement territorialisés en Distribution	40
3.2.3. Etat d'actif au 31 décembre 2022	40
3.2.4. Les aides à l'investissement de l'agence de l'eau Loire Bretagne	41

3.3. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS	41
3.3.1. Le PPI en Production-Transport	41
3.3.2. Le PPI en Distribution	46
4. SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF – PERIMETRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES BELLE-ILE	49
4.1. EXPLOITATION DU SERVICE	49
4.1.1. Dépenses d'exploitation	49
4.1.2. Recettes d'exploitation	49
4.1.3. Compte administratif prévisionnel 2022	51
4.1.4. Prospective budgétaire	52
4.1.5. Fonds de roulement	53
4.1.6. Epargne	53
4.2. GESTION DE LA DETTE ET INVESTISSEMENTS	54
4.2.1. Suivi de la dette	54
4.2.2. Etat d'actifs	55
4.2.3. Programmation pluriannuelle des investissements	55
CONCLUSION	56

Cadre réglementaire

Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) constitue la première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités territoriales et des établissements publics.

Prévu par l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales, le DOB a vocation à éclairer les élus locaux dans les choix budgétaires et financiers qui détermineront les priorités pour l'année à venir. Il se tient dans les deux mois précédant le vote du Budget Primitif, permettant ainsi aux membres du Comité Syndical d'appréhender les conditions d'élaboration des budgets.

Le rapport d'orientations budgétaires, prévu par l'article L.2312-1 du CGCT, doit comporter :

- Les orientations budgétaires envisagées par la collectivité portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ...
- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
- Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Si les membres du Comité sont invités à réagir sur toutes les informations présentées dans le rapport, les grandes lignes du débat s'articulent principalement autour des thématiques suivantes :

- Orientations budgétaires portant notamment sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes ;
- Hypothèses d'évolutions retenues en matière tarifaire ;
- Structure et évolution des effectifs et des charges de personnel ;
- Orientations envisagées en matière de programmation d'investissement et des enveloppes affectées ;
- Structure et gestion de la dette contractée et perspectives d'évolution de l'encours.

Calendrier

Les projets de budgets primitifs 2023 seront présentés en Comité Syndical lors de la réunion du 24 mars 2023.

Préambule

L'intérêt général visé par Eau du Morbihan repose sur un principe : de l'eau pour tous et au juste prix ainsi que sur 2 enjeux principaux :

- La continuité du service public : prévenir l'activité contre tout événement pouvant entraîner un dysfonctionnement ou une discontinuité du service public de Production, de Transport et de Distribution d'eau potable ;
- L'amélioration continue du service public rendu à l'abonné : permettre une amélioration continue et progressive de la qualité, la pertinence, l'équité ou encore la proximité du service, autrement dit, trouver l'adéquation entre les services rendus et les besoins effectifs de la population.

Eau potable :

En matière d'eau potable, Eau du Morbihan exerce pour ses membres 2 compétences, qui font l'objet de 2 budgets distincts :

- La Production et le Transport, compétences obligatoires, retracées au sein du Budget Principal ;
- La Distribution, compétence à la carte, déclinée dans un budget annexe.

Assainissement collectif :

Par délibération du 9 décembre 2022, Le Comité Syndical de Eau du Morbihan a approuvé le transfert de la compétence assainissement collectif au 1^{er} janvier 2023, par la Communauté de Communes de Belle-Ile (CCBI).

L'exercice de cette nouvelle compétence à la carte implique la création d'un nouveau budget annexe Assainissement collectif, la mise à disposition des biens, le transfert des emprunts et subventions, des marchés et des contrats en cours.

Même si certaines données financières et statistiques peuvent être consolidées entre les 3 budgets, l'essentiel des thématiques fait l'objet de présentations distinctes, pour les raisons suivantes :

- Les budgets sont financièrement autonomes ;
- La compétence à la carte Distribution ne concerne pas tous les membres de Eau du Morbihan ;
- La compétence assainissement collectif ne concerne en 2023 que le périmètre de la CCBI ;
- Les situations financières et les enjeux budgétaires des budgets sont différents.

1. CONTEXTE, ENJEUX ET STRATEGIE

Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023

Affiché le 31/01/2023

ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE



1.1. ELEMENTS DE CONTEXTE

L'année 2022 a connu une envolée des prix, notamment de l'énergie, une succession de canicules et d'incendies, une vague de sécheresse sans précédent et le retour de la guerre en Europe.

1.1.1. Crise de l'énergie

Crise énergétique mondiale

A l'échelle mondiale, la forte reprise économique observée depuis 2021, après la récession liée à la pandémie de Covid, engendre une importante pénurie d'énergie. Et conséquence directe de la guerre en Ukraine, la crise de l'énergie s'accroît particulièrement en Europe, et vient s'ajouter à la crise sanitaire qui perdure, dans un contexte de crise environnementale mondiale qui s'installe durablement.

- La Commission européenne prévoit des pénuries de gaz en 2023 et préconise des actions supplémentaires sur l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, les pompes à chaleur, ou encore les économies d'énergie pour y faire face,
- La France se prépare à subir des délestages électriques en raison d'une production d'électricité, dont plus des deux tiers sont d'origine nucléaire, fragilisée par des centrales en maintenance.

La réponse de l'Etat

Sur fond de difficultés d'approvisionnement, le gouvernement français a appelé à la sobriété cet hiver 2022-2023. Un message entendu, puisque la consommation d'électricité enregistre une baisse notable en fin d'année 2022, en comparaison avec les années précédentes.

Pour répondre à l'importante augmentation des prix de l'énergie, le gouvernement français a mis en place des mesures massives pour empêcher les factures des Français de flamber :

- Un bouclier tarifaire, qui gèle les prix du gaz et plafonne à 4 % ceux de l'électricité en 2022, avant une hausse contenue à 15 % en 2023. Cette mesure concerne tous les ménages, les copropriétés, les logements sociaux, les petites entreprises et les plus petites communes (28 000 communes concernées) ;
- Des remises à la pompe de carburant jusqu'à la fin de l'année 2022.

Les collectivités locales n'ayant pas accès au bouclier tarifaire bénéficieront d'un « amortisseur électricité » en 2023. Il est prévu que l'Etat prenne en charge, sur la partie de la facture d'électricité exposée aux prix du marché, « la moitié des surcoûts au-delà d'un prix de référence de 325 euros du MWh ». Il viendra s'ajouter au « filet de sécurité » déjà prévu dans le PLF pour les collectivités « confrontées à une situation de forte inflation de leurs dépenses d'énergie ». En tout, ces deux mécanismes représentent un soutien financier de 2,5 milliards d'euros.

Pour les collectivités locales, le Gouvernement continue par ailleurs de largement mobiliser les aides directes dont la dotation rénovation énergétique qui comprend la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) pour soutenir des opérations en faveur de la transition écologique.

Source : Le Monde, les Echos, La Gazette des Communes

Le risque de coupures de courant

En application du Plan de sobriété énergétique, visant une réduction de 10 % de notre consommation énergétique d'ici 2024, et pour faire face aux vagues de froid qui entraînent des pics de consommation d'électricité chaque hiver, des délestages ponctuels en électricité pourraient s'imposer en Métropole. Chaque préfet de département établit la liste des structures à protéger selon les critères définis au niveau national. Les infrastructures des services d'eau potable (et d'assainissement) ne figurent pas parmi les sites prioritaires.



Comme annoncé en Comité du 9 décembre 2022, des échanges techniques ont été engagés entre Eau du Morbihan, les autres Producteurs d'eau dans le Département et les services de l'ARS pour assurer avec les exploitants la continuité du service, dans les meilleures conditions possibles.

1.1.2. Inflation généralisée et baisse de croissance

Macroéconomie

Les prix de l'énergie, dont la hausse s'est propagée aux prix de production et alimentaires, continue à nourrir l'inflation, avec la hausse programmée des tarifs réglementés du gaz et de l'électricité et la fin de la ristourne généralisée à la pompe en 2023. Après 6,6 % attendus en fin d'année, l'inflation devrait atteindre un pic de 7 % sur un an en janvier et février, puis reculerait à 5,5 % en juin.

L'Insee a revu en légère baisse sa prévision de croissance pour l'ensemble de 2022 à 2,5 % et un net ralentissement par rapport à 2021, année euphorique de reprise post-Covid (+ 6,8 %).

Le gouverneur de la Banque de France s'attend à une croissance « probablement faiblement positive » en 2023, après une année 2022 où elle devrait atteindre 2,6 %. Des prévisions bien plus pessimistes que celles du gouvernement, qui table sur une croissance de 1 %, jugée pourtant trop optimiste par de nombreux instituts économiques.

Le produit intérieur brut (PIB) de la France devrait se contracter de 0,2 % au quatrième trimestre 2022, pénalisé notamment par une consommation des ménages en berne.

Enfin l'emploi se porte bien, avec 230 000 emplois créés au premier semestre, 180 000 au second et 50 000 attendus au premier semestre 2023. Cependant, selon l'INSEE, "compte tenu du scénario envisagé pour l'activité, l'emploi ralentirait au cours des prochains trimestres" et le taux de chômage devrait rester stable, autour de 7,3 % en milieu d'année 2023.

Hausse des prix dans les marchés

Dans ce contexte économique inflationniste du 1^{er} semestre 2022, est parue la circulaire 6338/SG du 30 mars 2022 (abrogée par la circulaire 6374/SG du 29 septembre 2022), relative à « l'exécution des contrats de la commande publique dans le contexte actuel de hausse des prix de certaines matières premières ». Elle est venue préciser dans quelles conditions les maîtres d'ouvrage étaient invités à mettre en œuvre une procédure de compensation financière des entreprises partenaires, sur le fondement de la théorie de l'imprévision, en cas de bouleversement temporaire de l'économie du contrat, même si une clause de révision était prévue au marché (les mécanismes d'indexation ne constituant pas toujours une réponse suffisante).

Après plusieurs mois de débats entre le Ministère des Finances et les acheteurs publics, la jurisprudence en la matière a connu un revirement, avec la parution de l'avis du Conseil d'Etat du 15 septembre 2022. La Haute juridiction administrative autorise désormais la modification « sèche » du prix d'un marché public ou d'une concession, sous certaines conditions :

- Ces nouvelles dispositions n'ont pas pour objet d'assurer au cocontractant « la couverture des risques dont il aurait dû tenir compte dans ses prévisions initiales » ;
- La diminution des recettes imputables à des circonstances nouvelles a dépassé les limites « ayant pu raisonnablement être envisagées par les parties lors de la passation du contrat » ;
- L'acheteur doit veiller, dans le cadre des négociations sur le contenu de la modification envisagée, à vérifier la réalité et la sincérité des justificatifs apportés par le titulaire.

Eau du Morbihan a reçu quelques entreprises de travaux de canalisation au printemps 2022 et a proposé la prise en charge des surcoûts (non couverts par les formules de révision) sur les postes de dépenses d'enrobés et de fourniture de canalisation. Finalement sur le plan financier, la prise en compte des surcoûts liés à l'imprévision est restée accessoire.

Pour autant, la brusque hausse des prix sur les matières premières et l'énergie impacte directement les conditions d'exécution financière des marchés publics, qui n'ont pas été épargnées par cette situation. A l'ouverture des plis, les prix des marchés et des concessions sont bien souvent supérieurs aux estimations initiales, comme en témoignent les procès-verbaux des consultations menées en 2022, qu'il s'agisse de travaux ou de services. En investissement, le PPI 2023-2027 est actualisé pour tenir compte des derniers marchés signés.

Source : INSEE, Banque de France, Le Monde, Village-justice.com

1.1.3. Hausse des taux de crédits

Après avoir été prise à contre-pied par l'envolée des prix, la Banque centrale européenne (BCE) a commencé en juillet 2022 à relever ses taux à un rythme sans précédent dans son histoire. Emboîtant le pas à la Réserve fédérale américaine et à la Banque d'Angleterre, elle a cependant choisi depuis septembre 2022 de ralentir le rythme de la hausse de ses taux d'intérêt. Pour autant, elle a clairement laissé entendre que de nouvelles hausses seraient nécessaires avant que l'inflation ne reflue durablement.

Les finances des collectivités ont été préservées de la hausse des taux en 2022. Mais les collectivités ont engrangé des financements dans des conditions de plus en plus dégradées, et la hausse du coût de la dette se fera assurément ressentir dès 2023.

Source : Le Monde, La Tribune, La lettre du financier territorial, Les Echos

Sur l'exercice 2022, Eau du Morbihan n'a pas souscrit d'emprunt en Production. En Distribution, le Syndicat a anticipé la hausse des taux en interrogeant les banques avant l'été, en vue de souscrire les emprunts nécessaires au financement des investissements du budget. Un emprunt de 4 000 000 € a été contracté avec le Crédit Agricole le 21 juillet, avec des conditions financières favorables, nécessitant une modification budgétaire (DM n° 1 – Comité Syndical du 30 septembre 2022).

1.2. ENJEUX ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES

L'adaptation du service public et des infrastructures du Syndicat répond aux évolutions des besoins, liées au développement démographique et économique bretons, au changement climatique, et aux évolutions réglementaires et sanitaires.

1.2.1. Ralentissement de la croissance économique

Soutenue par l'État depuis la crise du Covid, la croissance de l'activité des entreprises morbihannaises semble s'essouffler au 1^{er} semestre 2022, en raison de la crise sanitaire à laquelle est venu se greffer le conflit ukrainien, entraînant avec lui des pénuries de matériaux et de matières premières, et intensifiant la hausse généralisée des prix.

Interrogés sur l'état de santé économique des entreprises, les dirigeants morbihannais restent prudents et estiment que le ralentissement de la croissance économique devrait se poursuivre à court et moyen terme. Plus d'un entrepreneur sur trois envisagent une baisse de sa rentabilité en fin d'exercice 2022.

Source : CCI du Morbihan

Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023

Affiché le 31/01/2023

ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE

1.2.2. Ressources et développement

Evolutions démographiques en Morbihan

Statistiques départementales

Le Morbihan compte 759 684 habitants (recensement 2019), soit 21 906 habitants de plus en six ans. Le Morbihan enregistre ainsi une hausse moyenne de population de 0,5 % par an, contre 0,4 % au niveau national, et confirme aussi les rythmes différents ses 249 communes.

Le Morbihan reste le 3^{ème} département le plus peuplé de la Bretagne administrative, mais il est celui où la population progresse le plus ces dernières années.

Les grandes agglomérations, victimes d'un marché immobilier qui s'emballe et d'une marge de manœuvre faible en matière de politique foncière, progressent peu, laissant la part belle aux communes périphériques, ou aux plus petites villes (Pontivy, Auray). Le Nord-ouest du territoire, voit sa population baisser, particulièrement en milieu rural. Le littoral est également touché, dans les secteurs les plus enclavés et les plus chers.

Source : INSEE, Ouest France

Rencontre du 8 décembre 2022

L'évolution démographique dans le Département est un enjeu majeur pour le Syndicat. Désireux de sensibiliser les élus morbihannais aux problématiques liées à la ressource en eau et particulièrement la prise en compte de la ressource en eau dans les documents d'urbanisme, Eau du Morbihan a organisé une manifestation à Malguénac le 8 décembre 2022.



Cette matinée était coanimée par le Président Dominique RIGUIDEL, le vice-Président Ressource Bernard LE BRETON, le cabinet Auxilia conseils, avec la présence très appréciée de Emma HAZIZA, hydrologue et spécialiste reconnue pour ses conférences et sa matinale sur France-Info portant sur l'adaptation climatique.

Au-delà du constat alarmant que suscite la question du réchauffement climatique, l'enjeu de cette matinée était de présenter aux acteurs locaux une synthèse des prescriptions locales en matière de gestion de l'eau, et des outils d'aménagement et d'urbanisme dont les collectivités territoriales disposent pour se saisir de cette question.

Avec une année 2022 que l'on peut aujourd'hui qualifier de « hors norme », des points d'actualité ressources ont été régulièrement présentés aux élus du Bureau et du Comité.

Les stocks d'eau ne se sont pas reconstitués au cours de l'hiver 2021-2022, notamment pour les eaux souterraines, et le déficit de pluviométrie a débuté dès novembre 2021. Les quelques épisodes de pluies observées n'ont pas inversé la tendance. La mobilisation du réseau départemental d'interconnexions et la solidarité entre les territoires a permis de partager la ressource disponible et d'éviter des ruptures d'alimentation en eau. Cette période a été aussi l'occasion pour les producteurs d'eau du Département de mutualiser leurs actions pour avoir une vision globale de la ressource à l'échelle du Morbihan.

Du côté des services de l'Etat, le déficit pluviométrique et les fortes chaleurs du mois de juillet ont entraîné le **déclenchement d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sur différents bassins versants ainsi que pour l'eau potable**, en application de l'Arrêté cadre sécheresse du 18 mars 2022. Les restrictions d'usage de l'eau ont été levées le 3 novembre 2022.



A l'échelle de Eau du Morbihan, les données de consommation d'eau montrent un niveau conforme à la moyenne des 3 dernières années sur la haute saison et l'été (juin à novembre). Les consommations des industriels, et notamment de l'agroalimentaire, à partir du réseau public, se sont avérées variables selon les sites et l'état des ressources privées.

1.2.3. Le contexte réglementaire et sanitaire

Il a été porté à l'attention des membres du Comité Syndical, réunis le 9 décembre 2022, le nouvel avis de l'ANSES du 30 septembre 2022 déclarant désormais l'ESA métolachlore non pertinent pour les eaux destinées à la consommation humaine.

Ainsi, dorénavant, et sauf avis contraire des autorités sanitaires, des teneurs en ESA Métolachlore supérieures à 0,1µg/l durant plus de 30 jours ne constituent plus une situation de non-conformité. Aucune dérogation ne serait dorénavant nécessaire pour poursuivre la distribution de l'eau, car ce « dépassement » ne constitue plus une question sanitaire.

Sur proposition du Bureau, considérant que cette position de l'ANSES est susceptible d'évoluer, le Comité a confirmé l'intérêt pour Eau du Morbihan de :

- Poursuivre les travaux d'adaptation de traitement et de filières, initiés depuis avril 2021 sur les unités de Production identifiées en raison de leur non-conformité, ainsi que des dilutions et reconfigurations des réseaux ;
- Poursuivre les études engagées relatives aux modifications de filières de certaines unités d'eau souterraine ;
- Poursuivre les démarches de sensibilisation auprès des exploitants agricoles dans les périmètres de protection, avec l'appui des Syndicats de bassin versant.

2. DEPENSES ET RECETTES D'EXPLOITATION DES SERVICES EAU



Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023

Affiché le 31/01/2023

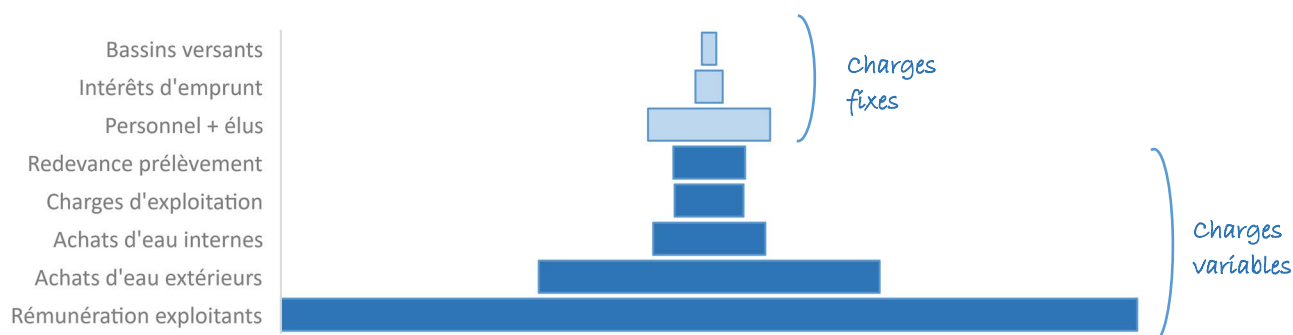
ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE

2.1. DEPENSES D'EXPLOITATION

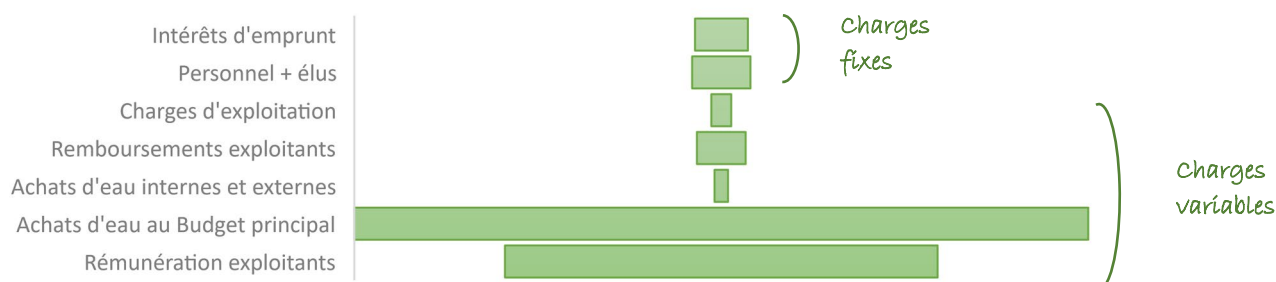
2.1.1. Répartition des charges

Les dépenses d'exploitation sont principalement constituées de charges variables, avec pour principaux postes de dépenses : les achats d'eau et les rémunérations des exploitants.

Les marges de manœuvre dont le Syndicat dispose sont assez réduites puisque ces charges variables sont particulièrement contraintes. Les achats d'eau extérieurs en Production sont encadrés par un prix au m³ conventionnel avec les partenaires extérieurs (EPTB Eaux & Vilaine, GMVA et Lorient Agglomération) et les achats d'eau en Distribution sont fixés sur la base du TFEG fixé au Budget Production-Transport. Quant aux rémunérations des exploitants, elles sont encadrées, en Production-Transport, comme en Distribution, par des conditions financières fixées dans les contrats d'exploitation.



Production-Transport : structure des charges (19,5 M€)



Distribution : structure des charges (16,5 M€)

Les charges fixes ne varient pas en fonction du volume de l'activité du service. Elles concernent les charges de personnel (un peu plus de 4 % des dépenses réelles d'exploitation consolidées), des charges de gestion courante non liées à l'exploitation de service (de l'ordre de 3 % des dépenses réelles d'exploitation consolidées) et enfin les intérêts de la dette (3,1 % des dépenses réelles d'exploitation consolidées).

2.1.2. Les achats d'eau

Budget Principal Production-Transport : achats d'eau extérieurs

En complément de l'eau produite par ses installations, Eau du Morbihan achète de l'eau à l'extérieur. Les achats d'eau auprès de l'EPTB Eaux & Vilaine, de GMVA et Lorient Agglomération sont encadrés par des conventions d'achat ou d'échanges d'eau qui fixent les conditions, volumes et prix de la prestation.

En 2022, en raison de la sécheresse qui a touché le Morbihan, les volumes achetés ont dépassé les prévisions budgétaires, conduisant le Comité Syndical à approuver une modification budgétaire en septembre. Au moment de la rédaction du rapport, les facturations du dernier trimestre 2022 n'étant pas encore établies, les consommations 2022 sont estimées sur la base des 3 premiers trimestre 2022 (réel) et le quatrième trimestre 2021 (connu).

Achats d'eau extérieurs	Prévision initiale 2022	Réel 2022	Prévision 2023
EPTB Eaux & Vilaine	2.7 M m ³	3.45 M m ³	3 M m ³
GMVA	1 M m ³	1.2 M m ³	1 M m ³
Lorient Agglomération	2.4 M m ³	2.8 M m ³	2.4 M m ³
TOTAL	6.1 Mm³	7.45 M m³	6.4 M m³

Pour 2023, les prévisions sont fixées sur des volumes d'achat moyen constatés sur un exercice « ordinaire » (hors COVID, hors sécheresse, ...).

Budget Distribution - achat d'eau au TFEG

Les achats d'eau au TFEG sont le premier poste de dépense de la section d'exploitation. En 2022, pour le même motif qu'évoqué précédemment, on observe une augmentation des volumes achetés, ce qui a mené à l'adoption d'une décision modificative également en septembre.

Pour 2023, en l'absence de démarrage de nouveaux contrats d'exploitation, qui génère une hausse du poste achat d'eau en gros puisque qu'ils sont à la charge de Eau du Morbihan et non plus à celle de l'exploitant, le poste achat d'eau devrait se stabiliser. Ainsi, au regard des contrats en cours et sur la base des exercices passés, le Budget Distribution devrait acheter **13 Mm³** d'eau au TFEG au Budget Production-Transport.

2.1.3. La rémunération des exploitants

Budget Principal Production-Transport

En Production et Transport, le poste de dépenses « rémunération des exploitants » concerne uniquement les contrats d'exploitation gérés en **marchés de service** au 1^{er} janvier 2023 :

- A1 - Roi Morvan Communauté (pour partie)
- A2 - Roi Morvan Communauté / Ex SIAEP Guémené
- B - Pontivy Communauté, Centre Morbihan Communauté, Baud Communauté, AQTA, GMVA
- C - Ploërmel Communauté
- D1 - De l'Oust à Brocéliande Communauté (pour partie), Arc Sud Bretagne, Questembert Communauté et Redon Agglomération
- D2 - De l'Oust à Brocéliande Communauté / BVO, Sérent Lizio Saint -Guyomard
- Houat
- Hoëdic
- Sécurisation

Les nouveaux marchés de service (D2, Houat et Hoëdic) dont le démarrage intervient au 1^{er} janvier 2023, occasionnent une réévaluation du poste rémunération des exploitants. Toutefois, en raison de leur taille, ces nouveaux contrats ne viennent pas bouleverser l'économie globale de ce poste de dépenses.

Deux principales difficultés sont identifiées dans l'estimation des rémunérations des exploitants pour 2023 : une année exceptionnelle 2022 en termes de consommation en raison de l'épisode climatique de l'été et d'une augmentation des prix des matières premières et de l'énergie, qui vont directement impacter la rémunération des exploitants, par l'application des formules de révision de prix dans les contrats.

Pour 2023, la rémunération totale des exploitants, qui représente financièrement le plus gros poste des dépenses de la section d'exploitation, devrait représenter un montant estimé à 10.75 M€. L'estimation repose sur :

- Une volumétrie en Production proche des niveaux fixés au moment des prévisions budgétaires 2022, en tenant compte de l'actualisation des derniers contrats, confortée par les volumes réellement constatés en 2021, « année normale »

Prévisions 2023	
Volumes produits – unités de Production	24.5 Mm ³
Volumes double compte	2.1 Mm ³

- Une actualisation des rémunérations des exploitants déterminée contrat par contrat, au regard des formules de révision de prix, susceptible de générer une évolution moyenne exceptionnelle de 8 à 9 %.

Budget Distribution

En 2023, les contrats d'exploitation de Distribution gérés en concession de service à paiement public, et occasionnant une rémunération des exploitants à la charge du Syndicat, sont les suivants :

- a - Roi Morvan Communauté (pour partie)
- a2 - Roi Morvan Communauté / Ex SIAEP Guémené
- b - Centre Morbihan Communauté, Baud Communauté, Plaudren et Colpo
- c - De l'Oust à Brocéliande Communauté et Ploërmel Communauté pour partie
- d - Arc Sud Bretagne (pour partie), Redon Agglomération (pour partie) et Questembert Communauté (pour partie)
- e - Blavet Bellevue Océan Communauté
- Belle-Ile en Mer
- Roudouallec (contrat d'assistance)

Pour mémoire, l'évaluation des charges relatives à la rémunération des exploitants d'une année sur l'autre, est d'autant plus complexe que les cahiers des charges des concessions de service à paiement public, impliquent l'achat d'eau en gros à la charge de Eau du Morbihan et non des exploitants, diminuant ainsi le montant de leur rémunération.

Comme en Production et Transport, s'ajoutent le facteur climatique exceptionnel de 2022, qui a engendré des volumes distribués en nette augmentation par rapport à 2021 et aux prévisions budgétisées initialement, et le contexte inflationniste qui va impacter directement la rémunération des exploitants en 2023, par le jeu des révisions de prix.

Pour 2023, la rémunération totale des exploitants devrait avoisiner un montant estimé à plus de 5 M€. L'estimation repose sur :

- Une volumétrie en Distribution proche des niveaux fixés au moment des prévisions budgétaires 2022, en tenant compte de l'actualisation des derniers contrats, confortée par les volumes réellement constatés en 2021, « année normale » ;

Prévisions 2023	
Volumes achetés par eau du Morbihan dans le cadre des contrats DSPP	13 Mm ³

- Une actualisation des rémunérations des exploitants déterminée contrat par contrat, au regard des formules de révision de prix, pouvant générer une évolution moyenne exceptionnelle autour de 7 %

2.1.4. Charges de personnel et évolution des ressources humaines

Au 31 décembre 2022, Eau du Morbihan compte toujours dans ses effectifs 21 agents.

Pour mémoire, jusqu'alors les charges de personnel sont comptabilisées sur le Budget Principal Production-Transport et font l'objet d'un remboursement par le Budget Distribution pour sa quote-part.

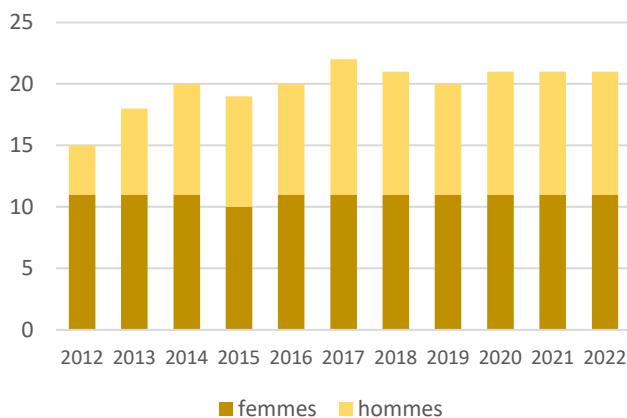
Les charges de personnel intègrent également les remboursements opérés auprès de collectivités, au titre de mise à disposition partielle de personnels administratifs en charge du secrétariat des commissions locales.

En 2023, deux facteurs vont modifier ce poste de dépenses :

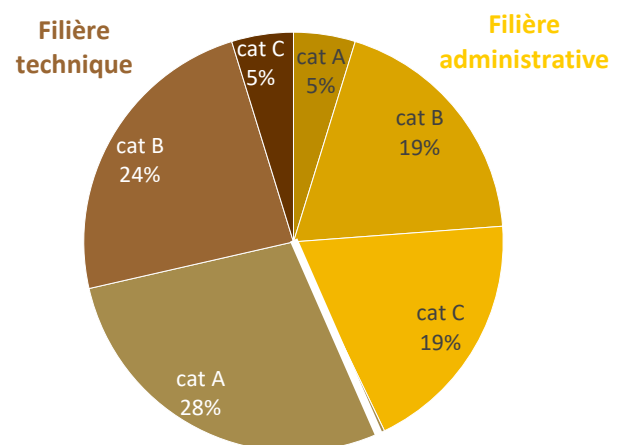
- La prise de compétence Assainissement collectif sur le périmètre de la Communauté de communes de Belle-Ile modifie la répartition des charges de personnels entre le Budget Principal et désormais les 2 budgets annexes (Cf délibération du 9 décembre 2022) ;
- Les effectifs du Syndicat seront renforcés en 2023 avec le recrutement d'un agent supplémentaire au service Contrôle d'exploitation, en charge notamment des PGSSE et des dossiers transversaux en lien avec les enjeux de qualité, de sécurité, environnementaux et de développement durable, tels que le photovoltaïque, ou la réduction carbone par exemple (délibération du Comité Syndical du 27 janvier 2023).

L'estimation pour 2023 est calculée au plus près des informations disponibles (évolution de carrières, régime indemnitaire, recrutement) et les prospectives budgétaires sont réalisées pour les années suivantes avec une évolution des charges estimées à + 2 % par an.

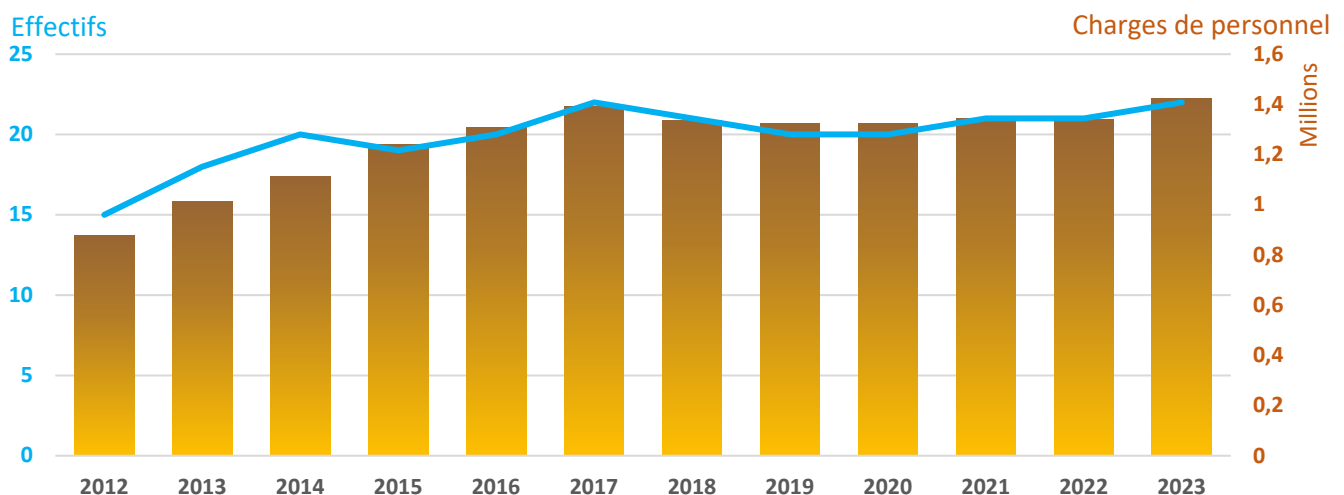
Evolution des effectifs par sexe



Effectifs 2022 par filière



Evolution des charges de personnel et des effectifs



Temps de travail annuel : En application du protocole de réduction du temps de travail et conformément à la législation, les personnels de Eau du Morbihan effectuent 1 607 heures de travail / an, pour un équivalent temps complet.

Régime indemnitaire : Le régime indemnitaire repose uniquement sur le RIFSEEP (IFSEE + CIA). Il représente 22.2 % du montant total des charges de personnel en 2022.

Coefficient de rigidité des charges : Sur 2022, le ratio des charges de personnel sur les dépenses réelles d'exploitation est de 3.8 %, un ratio très faible qui caractérise le choix d'un mode d'exploitation externalisé des services d'eau.

2.1.5. Les partenariats

Eau du Morbihan collabore avec les acteurs du Grand cycle de l'eau dans leur politique de protection des milieux au titre de la préservation de la qualité de l'eau :

	Participations financières budgétisées en 2022
Syndicat Mixte du Grand Bassin de l'Oust	48 535 € (délibération n° B-2022-025)
Syndicat Blavet terres & eaux	41 688 € (délibération N)B-2022-024)

Les partenariats sont également maintenus en 2022 au titre de la gestion quantitative et des économies d'eau :

- Le programme ECOD'O 3 porté par la CCI du Morbihan : 10 000 € (délibération n° B-2022-032) ;
- Le programme de sensibilisation sur Belle-Ile en Mer avec le Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) : 10 000 € (délibération B-2022-011) ;
- Le conventionnement technique avec la Chambre d'agriculture (délibération B-2021-09).

Dans ses missions de protection de la ressource, Eau du Morbihan collabore régulièrement avec l'Office National des Forêts et occasionnellement avec la Région Bretagne (travaux Natura 2000), au sein des PPC.

Enfin, dans un autre domaine, Eau du Morbihan devrait être amené à collaborer en 2023 avec Morbihan énergies, pour l'installation de dispositifs photovoltaïques sur son patrimoine (Houat, ...).

2.1.6. L'évolution prospective des dépenses d'exploitation

L'évolution des dépenses d'exploitation repose sur 3 facteurs :

- Les volumes d'eau,
- Le prix des achats d'eau extérieurs,
- La rémunération des exploitants

Des volumes d'eau constants

En Production comme en Distribution, les dépenses d'exploitation sont étroitement liées aux volumes d'eau. Ils sont ainsi estimés par rapport à une année dite de référence (2021), puisqu'il est impossible d'anticiper pour les futurs exercices, les niveaux de consommation des activités économiques (tourisme, industrie, agricole), directement dépendants de la météo.

Sur la période 2023-2027, conformément à la politique d'incitation aux économies d'eau portée par le Syndicat, les volumes d'eau prévisionnels en Production comme en Distribution sont donc affichés **constants** : plusieurs raisons expliquent ce choix :

- La prospective financière n'est établie que sur une courte période (5 années), donc l'évolution des volumes est peu significative ;
- La progression des volumes impacte tant les dépenses (rémunération des exploitants, achats d'eau) que les recettes (vente d'eau) ;

- La proportion volume produit/volume importé pour faire face aux besoins est difficile à projeter et dépend des conditions météo : un import important en cas de déficit de production impacte fortement les dépenses ;
- Le report de production d'une usine sur une autre, en cas de travaux d'entretien, mise aux normes ou casse, génère d'importantes variations en dépenses et en recettes d'exploitation ;
- L'exercice de référence de la prospective est relativement récent et tient déjà compte des dernières évolutions de volumes constatées.

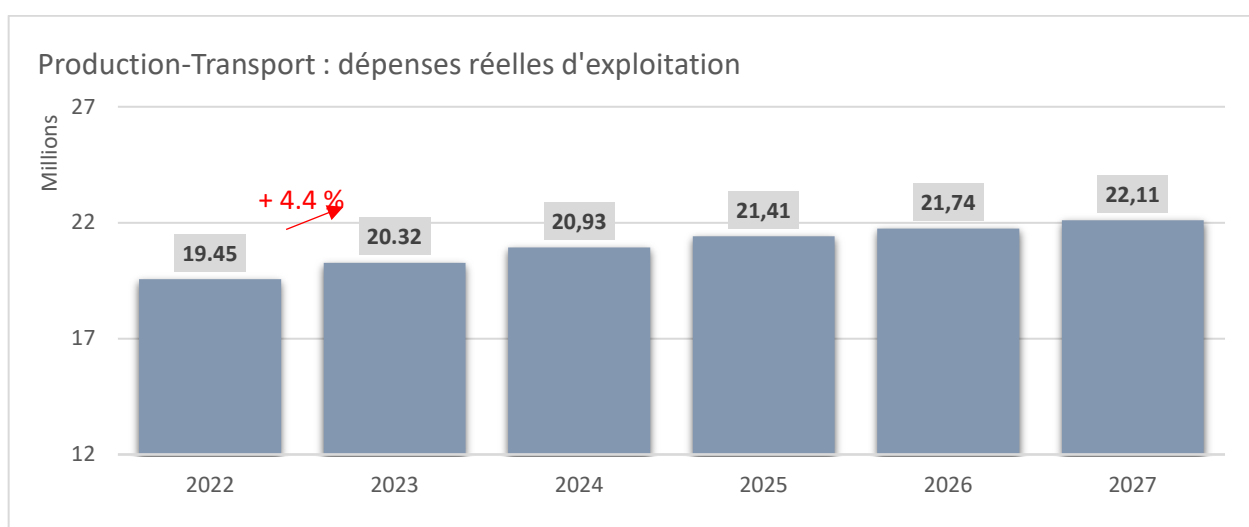
En Distribution, seul le nombre d'abonnés au tarif bleu est augmenté de 1 % chaque année, pour tenir compte des données démographiques attendues.

Une section d'exploitation fortement impactée par la hausse des prix des matières premières et de l'énergie

L'inflation et la crise énergétique ont encore un effet mesuré en 2022 sur les dépenses d'exploitation du Syndicat car dans les contrats qui ont démarré au 1^{er} janvier 2022, la rémunération des exploitants est fixée pour l'année. En revanche, les formules de révisions de prix figurant dans les contrats vont jouer leur rôle et engendrer en 2023, une augmentation de la rémunération des exploitants à la hauteur de la crise inflationniste que la France traverse.

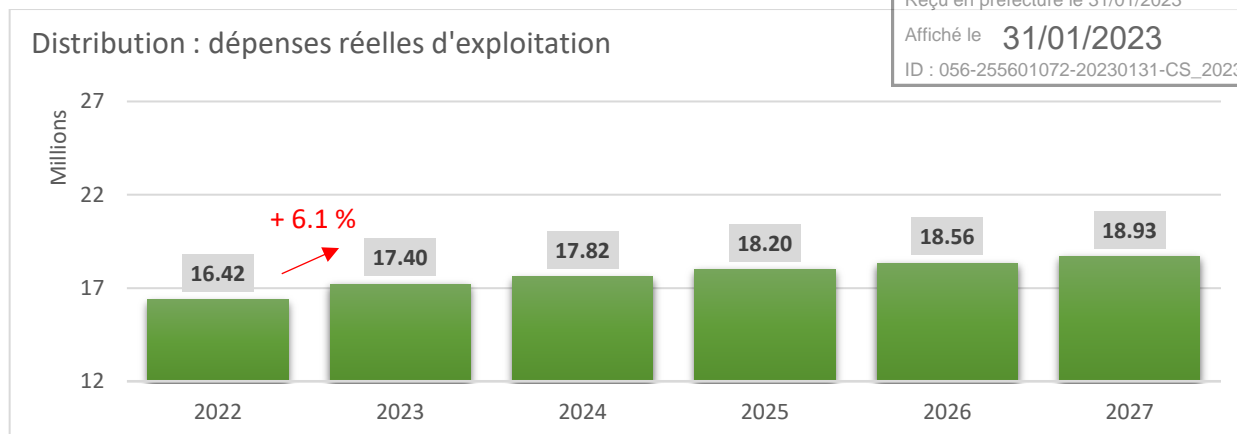
Le cas de Eau du Morbihan n'est pas isolé et aucun service d'eau ne devrait échapper à l'envolée de ses charges d'exploitation, à cause des coûts de l'énergie qui ont explosé et de l'augmentation du prix des réactifs chimiques, des matériaux, des équipements, des travaux d'entretien et de la maintenance.

Au-delà de l'année 2023, le niveau de l'inflation reste incertain. Les économistes estiment cependant que le niveau d'inflation restera élevé à court terme, avant de retomber à 3 ou 3.5 % à la fin de l'année. Par la suite, l'allègement des tensions liées aux prix de l'énergie et à d'autres coûts, associé aux mesures de politique monétaire correctives de la Banque Centrale Européenne, devraient ramener l'inflation vers l'objectif de 2 % d'ici 2025.



En Production-Transport, l'augmentation des dépenses pour 2023 est estimée à + 4.4 %. (rémunérations exploitants + 9 %, volume d'achats d'eau – 9 %, charges personnel + 5 %, intérêts d'emprunt – 7 % et des postes de dépenses stables)

Dans la prospective, la hausse moyenne a été fixée pour les années suivantes à + 2.2 % / an.



En Distribution, l'augmentation des dépenses pour 2023 est évaluée à + 6.1 % (qui serait en réalité de 6.7 % si on ne tient pas compte des dépenses exceptionnelles de 2022). Les années suivantes la hausse moyenne est établie à + 2.1 % / an.

2.2. RECETTES D'EXPLOITATION

L'évolution des recettes d'exploitation repose sur 2 facteurs :

- Les volumes d'eau,
- Le prix de l'eau.

2.2.1. Les volumes d'eau vendus

Comme pour l'estimation des dépenses d'exploitation, les projections en recettes 2023 en Production et en Distribution sont construites en termes de volume sur la base d'une année de référence, et celles des années suivantes sont calculées à volume constant. Seule une augmentation de la population de 1 % / an en Distribution, permet de tenir compte des évolutions démographiques et génère des recettes d'abonnement au service croissantes.

Cette méthode assure une forme de lissage des volumes sur toute la période et neutralise les effets de hausse et de baisse sensibles aux aléas météorologiques, à la fréquentation touristique, aux arrêts ou aux casses.

Budget Production-Transport	Volumes vendus - Prévisions 2023 -
Volumes vendus aux services de distribution	30.6 Mm ³
Volumes double compte	2.1 Mm ³

Budget Distribution	Volumes vendus - Prévisions 2023 -
Volumes vendus aux abonnés	9.7 Mm ³
Autres volumes vendus (opérations internes ou autres exploitants)	1.5 Mm ³

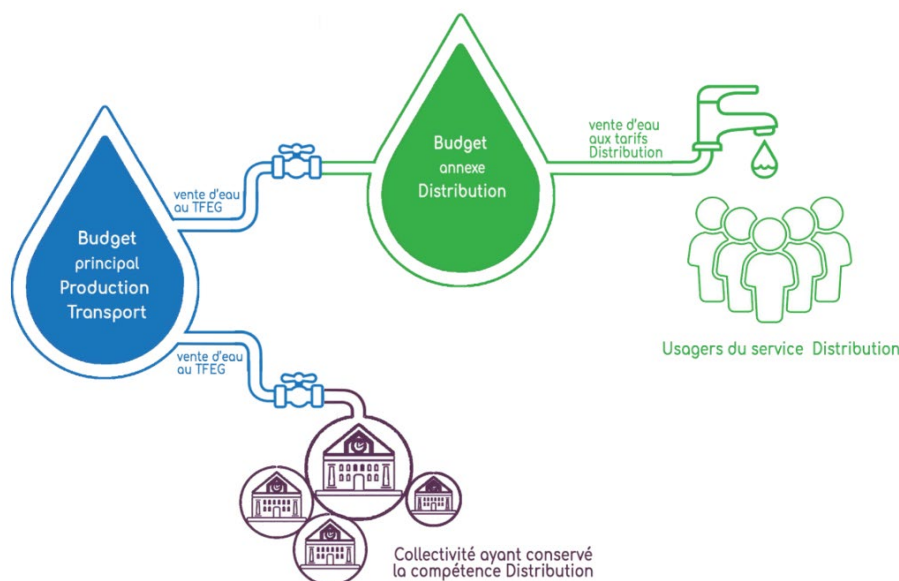
2.2.2. La politique tarifaire

Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023

Affiché le 31/01/2023

ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE



Organisation budgétaire et tarifaire de Eau du Morbihan

Compte tenu de la rigidité des charges d'exploitation et la difficulté de réduire les dépenses en fonctionnement sans nuire à la continuité et à la qualité des services, les tarifs constituent, avec l'investissement, les seuls leviers à disposition des élus, pour équilibrer les budgets Production-Transport et Distribution.

Mais en matière de service public, le levier tarifaire est nécessairement limité et doit être utilisé avec la plus grande prudence, particulièrement en période de crise économique et inflationniste.

La politique tarifaire de l'eau ne se résume pas au seul levier de recouvrement des recettes nécessaires à l'équilibre budgétaire du service. Elle reflète la politique publique conduite par les élus du Syndicat, qui doivent faire face à des enjeux multiples, à courts, moyens et longs termes :

Des engagements économiques et financiers	<ul style="list-style-type: none">- Budget équilibré- Capacité d'autofinancement solide- Financement du PPI- Dette mesurée
Des obligations réglementaires	<ul style="list-style-type: none">- Garantie d'accès au service- Enjeux de Santé publique- Contrôles
Des enjeux sociétaux	<ul style="list-style-type: none">- Prix de l'eau- Consommation responsable
Des impératifs environnementaux	<ul style="list-style-type: none">- Impact du changement climatique- Préservation de la ressource – économies d'eau

En 2023, la hausse des prix de l'énergie va lourdement peser sur les services d'eau. Les unités de production, les pompes, les suppressions nécessaires à la Production, au Transport et à la Distribution de l'eau demandent beaucoup d'énergie. S'ajoute la hausse des prix de certains réactifs, dont la production consomme elle aussi beaucoup d'énergie. Les investissements vont également être fortement impactés par le prix de l'énergie et l'augmentation généralisée des prix des matériaux.

2.2.3. Le Tarif de Fourniture d'Eau en Gros (TFEG)

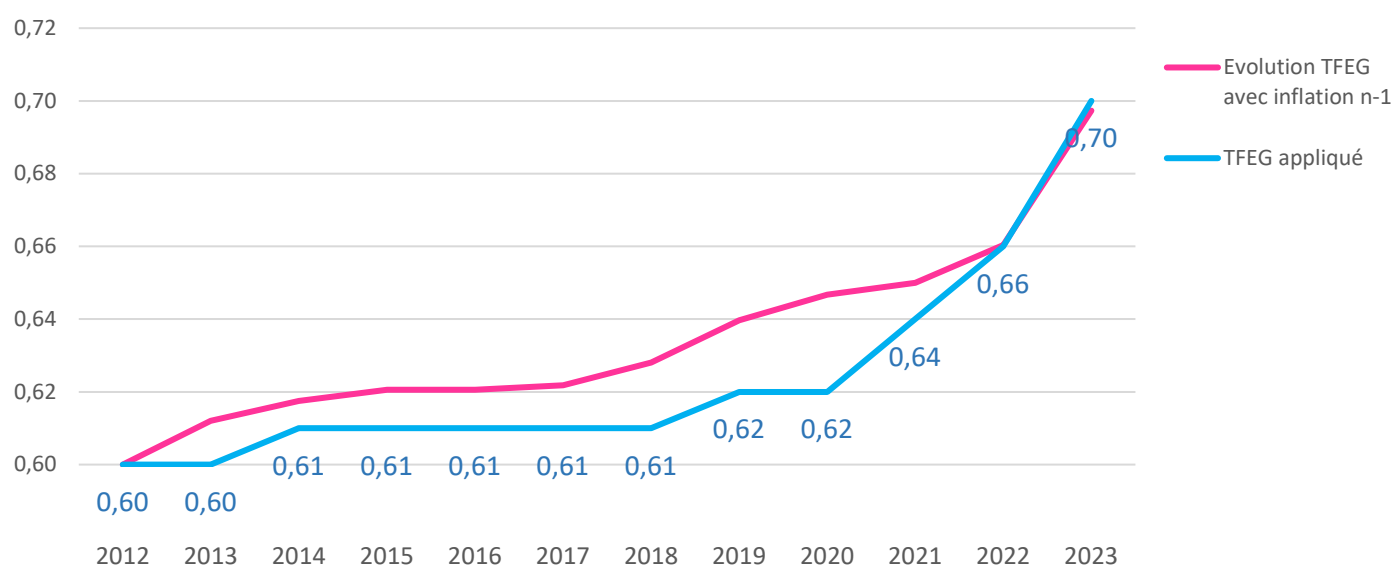
Le tarif de fourniture d'eau en gros (TFEG) appliqué aux volumes d'eau vendus par le Budget Principal, conditionne les recettes nécessaires à la couverture des coûts communs de Production, Transport, achats d'eau extérieurs et sécurisation, tant en fonctionnement qu'en investissement.

Il s'applique au Budget annexe Distribution de Eau du Morbihan comme à ses membres qui ont conservé cette compétence.

TFEG 2023

Longtemps maintenu à 0.61 € HT/m³, le TFEG a été augmenté successivement :

- En 2019 (0.62 €) pour recouvrer une capacité d'autofinancement nette positive ;
- En 2021 (0.64 €) dans un contexte d'évolution du périmètre de Eau du Morbihan ;
- En 2020 qui occasionnait une diminution des recettes annuelles d'exploitation ;
- En 2022 (0.66 €) pour assurer le financement des surcoûts d'exploitation occasionnés par le traitement des métabolites de pesticides.



Historique : évolution du TFEG 2012-2023 et inflation n-1

La proposition de tarif 2023 s'appuie sur les bases d'une analyse pluriannuelle du Budget Principal Production-Transport sur 5 ans et s'inscrit dans le contexte suivant :

- Une situation budgétaire 2022 exceptionnelle en raison de la sécheresse, occasionnant davantage d'achats d'eau extérieurs et des ventes d'eau supérieures aux moyennes des exercices passés ;
- Une CAF nette 2022 qui reste peu confortable en 2022, déduction faite des recettes exceptionnelles perçues au titre des précédents exercices ;
- Des excédents antérieurs cumulés en exploitation qui s'élèvent encore à 8.5 M€ au 31 décembre 2022 , qui concourent au financement des investissements mais et qui se réduisent au gré des exercices budgétaires ;
- Un encours de dette en diminution (26,54 M€ au 31 décembre 2022) et une capacité de désendettement de 8,5 années ;
- Des prévisions budgétaires pour 2023 qui tablent sur une augmentation des rémunérations des exploitants de 6 à 10 % et des prix d'achat d'eau susceptibles d'évoluer à la hausse ;
- Un projet de Programme pluriannuel des Investissements (PPI) 2023-2027 de plus de 32 M€.

Dans ce contexte inflationniste exceptionnel et pour garantir la santé financière du Budget Principal Production-Transport, Le Comité Syndical du 9 décembre 2022 a approuvé l'augmentation du TFEG de 4 centimes d'euros en le fixant à **0,70 € HT / m³ pour 2023**.

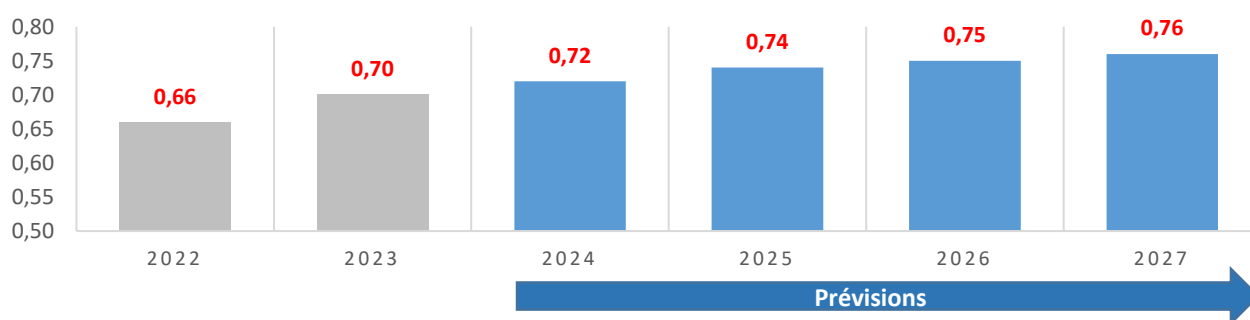
Envoyé en préfecture le 31/01/2023
Reçu en préfecture le 31/01/2023
Affiché le **31/01/2023**
ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE

Evolution attendue du TFEG après 2023

Le TFEG constitue l'unique levier disponible en section d'exploitation. A périmètre constant et sur la base d'une production moyenne, l'augmentation du TFEG génère une augmentation des recettes de gestion quantifiable pour la réalisation des perspectives budgétaires. Ainsi, sur la base des volumes vendus une hausse d'1 centime d'euro engendre une recette estimée à 300 000 € (sur la base de 30 Mm³).

La prospective budgétaire à l'origine du présent rapport d'orientations budgétaires, repose sur une évolution mesurée mais régulière du TFEG, nécessaire au maintien de l'équilibre de la section d'exploitation, et in fine, à la bonne santé financière du Budget.

L'évolution du tarif tient compte de la nécessité de maintenir l'équilibre de la section d'exploitation, face à une hausse mécanique des dépenses de gestion liée aux rémunérations des exploitants, aux charges internes (électricité, carburant, télécommunication, ...) , assurer le financement par phase des adaptations des unités de Production aux exigences de traitement des métabolites de pesticides.



Hypothèse d'évolution prévisionnelle du TFEG (en €/m³)

Cette évolution du TFEG n'est présentée qu'à titre indicatif, mais préfigure dans les grandes lignes la politique tarifaire à construire, pour assurer l'équilibre budgétaire et le financement des investissements programmés au PPI. Les tarifs sont votés chaque année par l'assemblée délibérante avant le 31 décembre de l'année qui précède leur application.

2.2.4. Les tarifs aux abonnés de Distribution

Encadrement des orientations tarifaires en Distribution :

Sur la période 2016-2021, la politique tarifaire des abonnés de Distribution de Eau du Morbihan reposait sur la délibération du 4 décembre 2015, à l'origine de la création de la tranche de consommation 0-30 m³ et fixant le principe de revalorisation de la part proportionnelle des tarifs jaune et vert, à hauteur de 6 % par an jusqu'en 2021.

Depuis la mise en œuvre de ces orientations, les tarifs applicables aux petits et moyens consommateurs du service de Distribution ont très peu augmenté. Depuis 2019, seule la part consommation de la tranche + 500 m³ / an du tarif bleu s'est vue grevée d'une hausse de 2 % annuelle.

En 2022, indépendamment de la sécheresse, un groupe de travail spécifique avec les membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) a été mis en place pour travailler sur la grille tarifaire. La feuille de route a été définie comme suit :

- Partager la connaissance au travers du spectre de consommation du service de Distribution ;
- Définir une tranche intermédiaire au sein de la grille du tarif bleu (entre 31 et 500 m³) ;

- Introduire une progressivité dans la grille tarifaire.

Orientations tarifaires en Distribution pour la période 2023-2030

L'épisode de sécheresse 2022 a accentué les discussions sur les tarifs des services publics d'eau potable, en tant que potentiel levier pour inciter aux économies d'eau. La question d'une grille tarifaire progressive s'est rapidement imposée dans le débat.

La tarification progressive est un modèle qui consiste à moduler le prix de l'eau en fonction de la consommation, afin d'inciter à une réduction des usages. Elle doit faciliter la réduction de la consommation globale, et la redistribution de l'eau en faisant en sorte que les gros utilisateurs consomment moins.

Les simulations tarifaires ont consisté à étudier sur le moyen terme, les effets consécutifs à la mise en place d'une nouvelle tranche fixée à 31-150 m³ ou 31-180 m³, au maintien des tarifs part abonnement, et à une augmentation des parts variables, plus élevée sur les tranches des gros consommateurs du tarif bleu, et plus élevée encore pour le tarif vert.

Les simulations ont mis en évidence que la progressivité tarifaire reposait principalement sur la tranche > 500 m³ du tarif bleu, que le tarif jaune déjà très proche du tarif > 500 m³ disparaissait dès 2023 et qu'à terme, le tarif vert avait vocation à disparaître lui aussi.

A l'appui des spectres de consommation dont le service Contrôle d'exploitation dispose, une modélisation des recettes attendues a été analysée en fonction des simulations tarifaires produites, afin de prendre à compte l'évolution des charges du service Distribution et notamment l'impact du Tarif de fourniture d'eau en gros sur les achats d'eau. Pour donner suite aux débats en CCSPL et sur proposition du Bureau, le Comité Syndical du 9 décembre 2022 a approuvé la création d'une nouvelle tranche du tarif bleu : 31 m³ – 150 m³ (et par conséquent d'une tranche 151 m³-500 m³), la mise en œuvre d'une progressivité des tarifs à échéance 2030 par la convergence des tarifs à cette échéance, selon les principes suivants :

tarif bleu	Évolution de la tranche 151-500 de + 2 % par an
	Évolution de la tranche > 500 de + 4 % par an
tarif jaune	Suppression
tarif vert	Évolution de + 8 % par an

Hypothèse d'évolution des tarifs (en €)	Budget 2023	Budget 2024	Budget 2025	Budget 2026	Budget 2027	Budget 2028	Budget 2029	Budget 2030
Abonnement Tarif Bleu 15-20	75	75	75	75	75	75	75	75
Abonnement Tarif Bleu 30-40 et 60-80	160	160	160	160	160	160	160	160
Abonnement Tarif Vert	8 268	8 268	8 268	8 268	8 268	8268	8268	8268
Prix m ³ Tarif bleu 0-30	1,59	1,59	1,59	1,59	1,59	1,59	1,59	1,59
Prix m ³ Tarif bleu 31-150	1,67	1,67	1,67	1,67	1,67	1,67	1,67	1,67
Prix m ³ Tarif bleu 151-500	1,70	1,73	1,77	1,80	1,84	1,88	1,91	1,95
Prix m ³ Tarif bleu + 500	1,47	1,53	1,59	1,65	1,72	1,79	1,86	1,93
Prix m ³ Tarif vert	1,10	1,19	1,29	1,39	1,50	1,62	1,75	1,89
Prix m ³ Tarif vert (étiage)	1,19	1,29	1,39	1,50	1,62	1,75	1,89	2,04

Cette évolution des tarifs aux abonnés de Distribution traduit pour la période 2023-2030 la ligne de politique tarifaire approuvée par les membres du Comité Syndical, visant pour 2030 l'uniformisation tarifaire des consommations > 151 m³, préalable à la progressivité.

Cette stratégie n'exclut pas une augmentation future des tranches inférieures du tarif bleu, pour faire face aux investissements. Les tarifs sont votés chaque année par l'assemblée délibérante avant le 31 décembre de l'année qui précède leur application.

Point de vigilance :

Les analyses financières qui ont accompagnées le travail sur l'évolution de la grille tarifaire en Distribution, ont consisté à modéliser différentes hypothèses de progression des tarifs par tranche, mais également à calculer les recettes de service produites par application de cette grille, au regard des spectres de consommation.

Il ressort de ces études que la part des recettes théoriques issues des abonnés au tarif vert, par application d'un coefficient majoré de 8 % par an, ne fait que croître de 2023 à 2030, passant de 13 à 19 %. Or, dans un contexte global marqué par le dérèglement climatique, l'eau est devenue un enjeu clé pour les entreprises, à la fois en termes de performance industrielle, d'économie, de risque de pénurie ou de tensions sur la ressource, mais aussi d'image liée à la Responsabilité Sociétale des entreprises (RSE) : la collaboration entre la CCI du Morbihan et Eau du Morbihan dans le cadre du projet ECOD'O 3 en est la parfaite illustration.

C'est pourquoi, même si par mesure de prudence, les projections financières sont établies à volume constant, rien ne garantit que les volumes vendus aux très gros consommateurs soient conservés dans les mêmes proportions, dans les années futures.

2.3. COMPTES ADMINISTRATIFS PREVISIONNELS 2022

Les résultats présentés ci-dessous sont provisoires puisque les services ne disposent pas à la date d'édition du rapport, de l'ensemble des données financières de l'exercice, en dépenses comme en recettes, sur le Budget Production-Transport comme sur le Budget Distribution.

- Les données du 4^{ème} trimestre sont généralement enregistrées par les services de Eau du Morbihan sur la base des données communiquées par les exploitants dans le courant du mois de janvier de l'année n+1 ;
- Les résultats définitifs de l'exercice ne sont véritablement arrêtés qu'après l'examen des comptes financiers pour chaque contrat, en juin de l'année n+1.

2.3.1. Budget Principal Production-Transport

Les dépenses réelles d'exploitation devraient atteindre un taux de réalisation de l'ordre de 98 % des montants prévisionnels inscrits au Budget Primitif, sachant qu'en raison des conditions climatiques estivales exceptionnelles, une décision modificative est intervenue en cours d'année, pour augmenter les crédits inscrits en achats d'eau et en rémunération des exploitants.

Pour les recettes d'exploitation, le taux de réalisation sera sensiblement supérieur à 100 %. Le taux de réalisation supérieur aux prévisions s'explique par la perception de recettes exceptionnelles (cessions foncières, reversement en fin de contrats exploitation).

EXPLOITATION (en € arrondis)			
Dépenses	CA 2022	Recettes	CA 2022
	Prévisionnel		Prévisionnel
Charges générales d'exploitation	17 608 000	Recettes d'exploitation	22 725 000
Charges de personnel	1 317 000	Autres recettes de gestion	81 000
Intérêts d'emprunt	367 000	Produits exceptionnels	1 051 000
Autres charges	116 000		
Charges exceptionnelles	30 000		
Amortissements actif	4 023 000	Amortissements subventions	614 000
Total	23 461 000	Total	24 471 000
		Excédents antérieurs	7 569 162
		Total	32 040 162

Les dépenses d'équipement devraient se réaliser à hauteur de 43 %, déduction faite de la provision de 4.3 M€ inscrite au Budget Primitif : un taux de réalisation qui s'explique en partie par le lancement retardé des programmes UP Minez-Du (Langonnet) et UP Toultreincq (Gourin), pour des questions de procédures réglementaires.

INVESTISSEMENT (en € arrondis)			
Dépenses	CA 2022 Prévisionnel	Recettes	CA 2022 Prévisionnel
Dépenses d'équipement	2 740 000	Participations et subventions	108 000
Travaux pour compte de tiers	584 000	Travaux pour compte de tiers	1 295 000
Capital emprunt	2 855 000	Immobilisations financières	117 000
		Affectation des résultats	0
Amortissements subventions	614 000	Amortissements actif	4 023 000
Opération patrimoniale	86 000	Opération patrimoniale	86 000
Total	6 879 000	Total	5 629 000
		Excédents antérieurs	1 751 374
		Total	7 380 374

RESULTAT D'EXERCICE PREVISIONNEL

En exploitation, le résultat est excédentaire de 1 M€ en raison des recettes exceptionnelles de fin de contrats d'exploitation 2021 (participation pour non-réalisation de travaux) et des soldes de recettes de ventes d'eau 2021. Hors recettes exceptionnelles, le résultat d'exercice serait négatif de - 0.3 M€. Avec les excédents antérieurs reportés de 7.5 M€, le résultat final constaté devrait présenter un excédent de 8.5 M€.

En investissement, les dépenses relatives aux travaux et aux remboursements du capital d'emprunt est couvert en grande partie par les amortissements. Aucun emprunt n'a été contracté sur l'exercice. Le résultat d'exercice est déficitaire de -1.25 M€, mais il est compensé par l'excédent antérieur de 1.7 M€, pour un résultat final proche de 0.5 M€.

BUDGET PRINCIPAL PRODUCTION-TRANSPORT

Résultat d'exploitation	1 010 000 €
002 Résultat reporté d'exploitation	7 569 162 €
Résultat exploitation final	8 579 162 €

Résultat d'investissement	-1 250 000 €
001 Résultat reporté investissement	1 751 374 €
Résultat investissement final	501 374 €

Le montant des restes-à-réaliser 2022 en dépenses est constaté à hauteur de 0.6 M€. Il est quasiment couvert par le résultat de la section d'investissement. Une affectation de résultat 2022 viendra si nécessaire compléter le financement de ces reports en 2023.

Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023

Affiché le **31/01/2023**

ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE

2.3.2. Budget annexe Distribution

Les dépenses réelles d'exploitation seront réalisées en 2022 à hauteur de 95 % du Budget Primitif :
Pour les recettes d'exploitation le taux de réalisation devrait avoisiner le taux de 105 %.

EXPLOITATION (en € arrondis)			
Dépenses	CA 2022 Prévisionnel	Recettes	CA 2022 Prévisionnel
Charges générales d'exploitation	14 441 000	Recettes de gestion	24 800 000
Charges de personnel	570 000	Produits financiers	104 000
Autres charges	286 000	Produits exceptionnels	416 000
Intérêts d'emprunt	699 000		
Charges exceptionnelles	154 000		
Provisions	244 000		
Amortissements actif	5 559 000	Amortissements subventions	529 000
Total	21 953 000	Total	25 849 000
		Excédents antérieurs	3 735 978
		Total	29 584 978

Les dépenses d'investissement devraient se réaliser à hauteur de 98 %. Les recettes d'investissements sont réalisées à plus de 104 %, avec un recours à l'emprunt réduit pour la deuxième année consécutive. La diminution de l'encours de la dette se poursuit.

INVESTISSEMENT (en € arrondis)			
Dépenses	CA 2022 Prévisionnel	Recettes	CA 2022 Prévisionnel
Dépenses d'équipement	7 456 000	Subventions	150 000
Branchements	800 000	Branchements	800 000
Lotissements	687 000	Lotissements	687 000
Capital emprunt	7 039 000	Immobilisations financières	1 115 000
		Emprunts contractés	4 000 000
		1068 Autofinancement	3 538 000
Amortissements subventions	529 000	Amortissements actif	5 559 000
Opération patrimoniale	26 000	Opération patrimoniale	26 000
Total	16 537 000	Total	15 875 000
Déficits antérieurs	3 586 419		
Total	20 123 000		

RESULTAT D'EXERCICE PREVISIONNEL

En exploitation, le résultat d'exercice devrait s'élever à un peu plus de 3.9 M€. Majoré du résultat reporté des exercices antérieurs, le résultat final de la section avoisinerait 7.6 M€. Une importante partie de ces excédents d'exploitation va être affectée à la couverture des résultats déficitaires de la section d'investissement.

La section d'investissement présente un résultat déficitaire d'exercice de -0.6 M€, qui devrait atteindre avec les résultats antérieurs un déficit final de -4.2 M€. Le montant des restes-à-réaliser 2022 en dépenses est constaté à hauteur de 0.2 M€ et 0.7 M€ en recettes.

Le résultat excédentaire de la section d'exploitation sera affecté en partie pour couvrir ce besoin de la section d'investissement.

Résultat d'exploitation	3 896 000 €
Résultat reporté d'exploitation 002	3 735 978 €
Résultat exploitation final	7 631 978 €
Résultat d'investissement	-662 000 €
Résultat reporté investissement 001	-3 586 419 €
Résultat investissement final	-4 248 419 €

Envoyé en préfecture le 31/01/2023
Reçu en préfecture le 31/01/2023
Affiché le **31/01/2023**
ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE

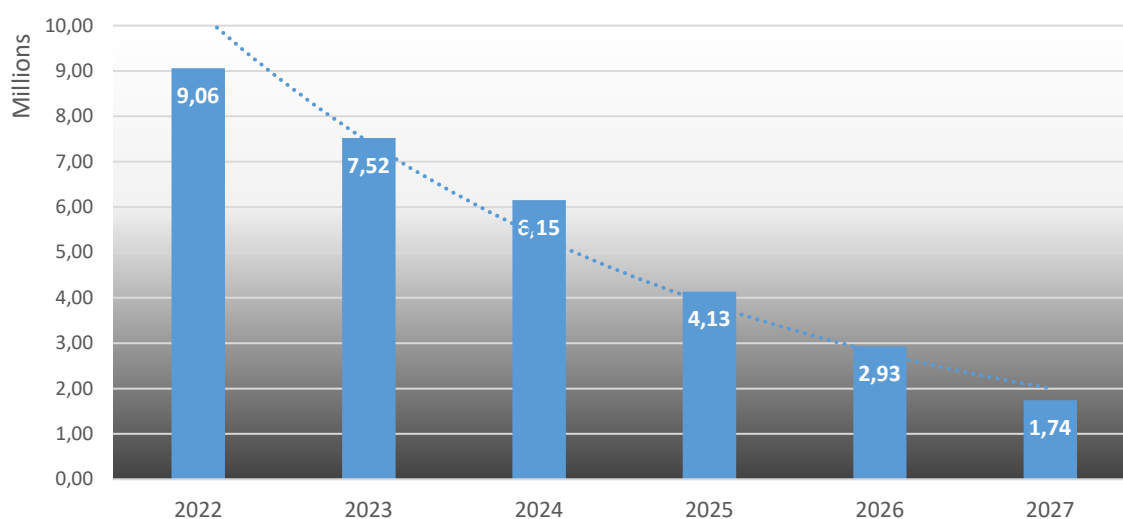
2.4. EXCEDENTS D'EXPLOITATION CUMULES

Le fonds de roulement se définit comme le résultat cumulé des 2 sections du budget en tenant compte des résultats antérieurs. Ces excédents figurant aux comptes administratifs, constituent un matelas de sécurité pour le Syndicat mais aussi un critère de bonne santé financière pour les établissements bancaires, puisqu'ils sont affectés au cofinancement des investissements en complément de l'emprunt.

2.4.1. Fonds de roulement décroissant du Budget Principal Production-Transport

Le Budget Production-Transport bénéficie d'un important fonds de roulement historique, mais sa consommation depuis 2012 s'accélère. Principalement affecté au financement des investissements, il peut également participer à l'équilibre de la section d'exploitation.

Les excédents d'exploitation antérieurs toutes sections confondues, constituent encore au 31 décembre 2022 un volume financier de 9 M€ : un montant supérieur aux précédentes prévisions, qui s'explique par le faible besoin de financement de la section d'investissement en 2022 et les recettes exceptionnelles perçues sur l'année.



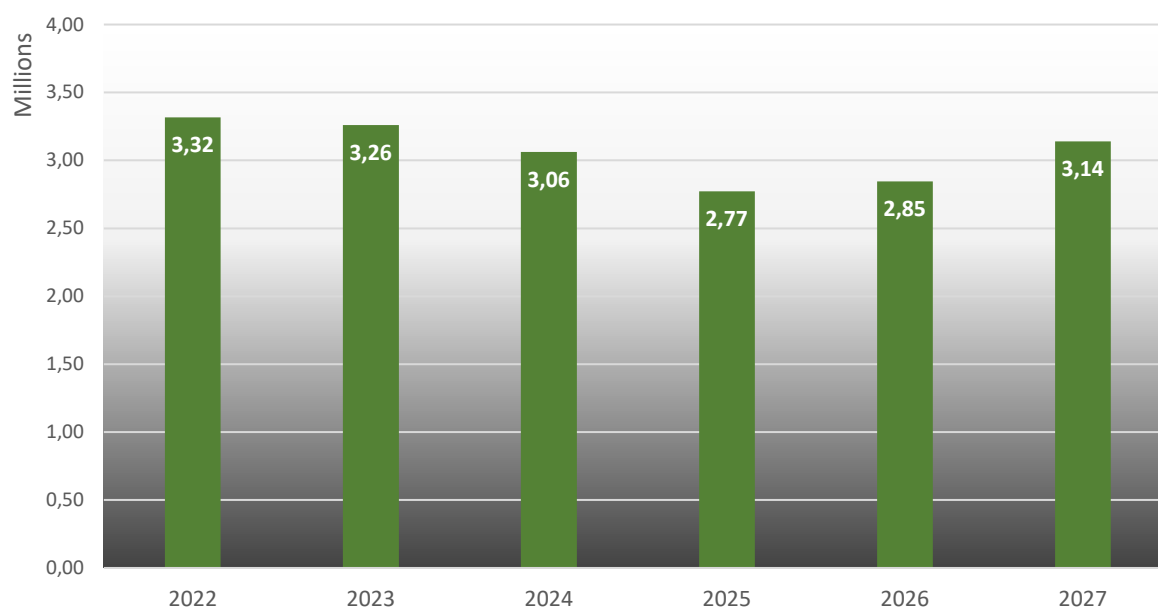
Evolution du fonds de roulement (en M€) – Budget Production-Transport

Sur la période 2023-2027, les projections financières misent sur une consommation progressive de l'enveloppe, affectée au financement des programmes d'investissement et limitant pour un temps le recours à l'emprunt, avant une nouvelle phase d'investissements lourds sur 2026 et les années suivantes, liée au programme du Feeder Baud-Brech. En comparaison avec les prévisions présentées au cours du DOB 2022, l'augmentation du TFEF approuvée pour 2023 améliore sensiblement les résultats d'exploitation et l'évolution du fonds de roulement sur les premières années observées.

2.4.2. Stabilisation du fonds de roulement en Distribution

Le fonds de roulement du Budget Distribution trouve son origine en section d'exploitation, grâce à des résultats d'exercice en lien avec la politique tarifaire appliquée à destination des plus gros consommateurs et grâce à l'augmentation du nombre d'abonnés au service.

Ainsi, depuis 2019, les excédents d'exploitation sont non seulement affectés au remboursement de la dette en capital, mais ils participent aussi au financement des travaux en investissement, diminuant ainsi recours à l'emprunt.



Evolution du fonds de roulement (en M€) – Budget Distribution

Sur la période à venir, l'exercice va consister affecter autant que nécessaire les résultats excédentaires d'exploitation vers la section d'investissement, et à utiliser l'emprunt comme levier pour maintenir l'équilibre budgétaire et stabiliser le fonds de roulement à un niveau plancher suffisant, pour faire face aux imprévus.

2.5. PROSPECTIVE BUDGETAIRE

2.5.1. Budget Principal Production-Transport

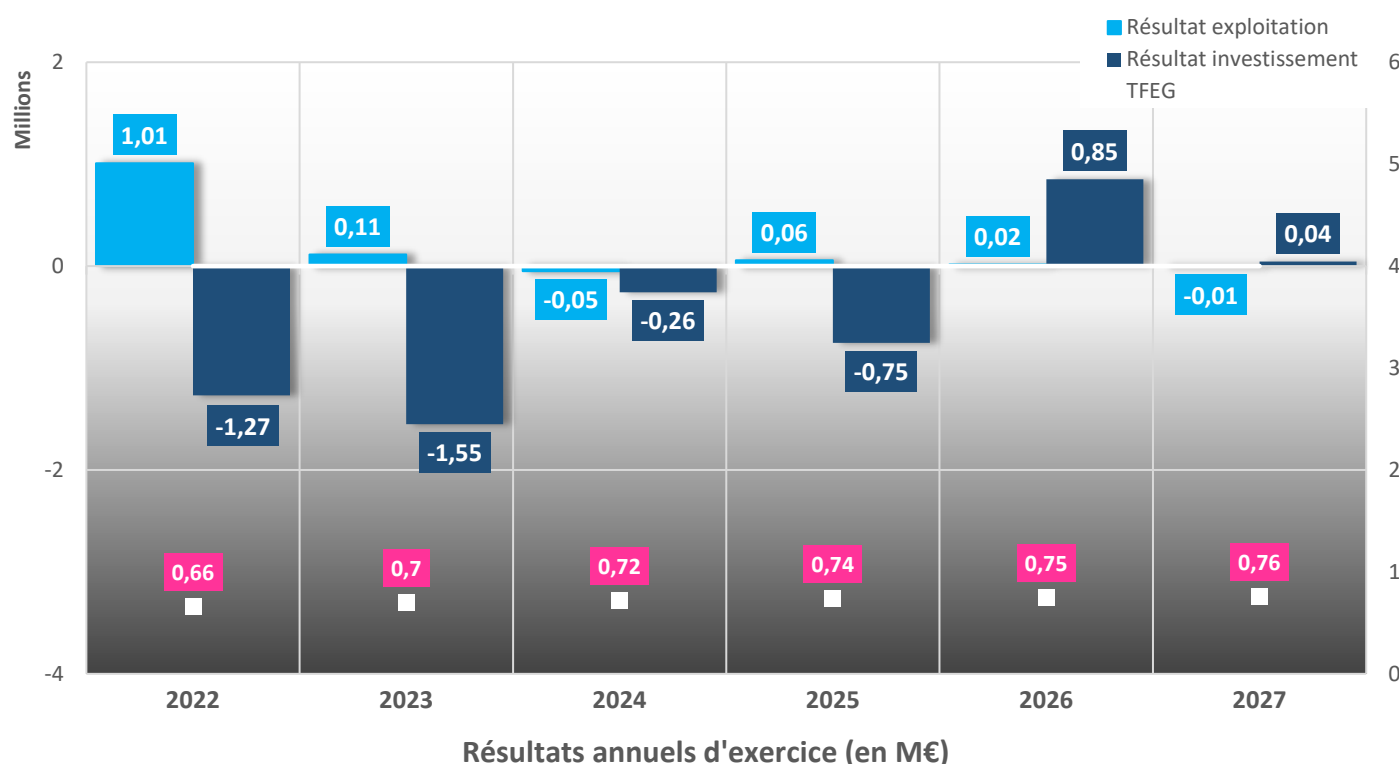
Résultats d'exercice

Les résultats d'exploitation 2022 sont excédentaires mais ils intègrent des recettes exceptionnelles à hauteur de 1.3 M€, issues :

- De fins de contrats d'exploitation au 31/12/ 2021 (dont contrat affermage Auray-Belz-Quiberon) au titre des renouvellements de programme non réalisés : 0.9 M€ ;

- Des contrats d'exploitation en cours - pénalités de retard sur remise d'éléments contractuels : 0.06 M€ ;
- De ventes de terrains : 0.06 M€ ;
- De ventes d'eau en gros 4^{ème} trimestre 2021 (périmètre Noyal-Pontivy Cléguérec) : 0.3 M€.

Le résultat déficitaire de la section d'investissement en 2022, qui s'explique par le fait qu'aucun emprunt n'a été souscrit, sera couvert par l'excédent d'exploitation 2022 et les excédents antérieurs.

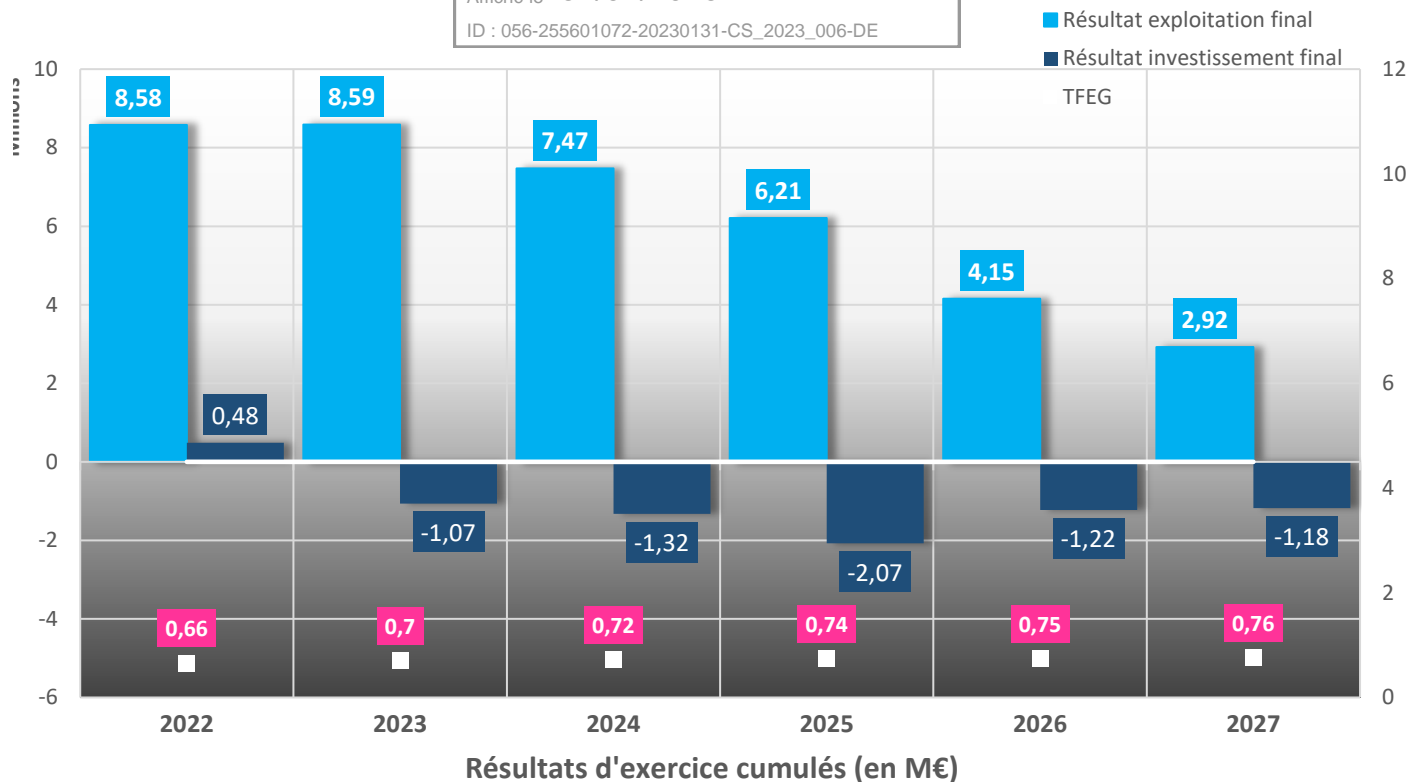


Sur la période 2023-2027, les résultats d'exercice en exploitation sont sous contrôle à la faveur de l'augmentation du TFE votée par le Comité Syndical pour 2023 qui apporte une bouffée d'oxygène à la section d'exploitation, et d'une hausse régulière mais mesurée du tarif envisagée chaque année (TFEG en rose sur le graphique). Les dépenses d'exploitation sont toutefois impactées par la crise de l'énergie et la hausse des matières premières qui vont se retrouver dans la rémunération des exploitants.

En investissement, les résultats annuels évoluent au rythme des programmes d'investissement réalisés et du recours à l'emprunt.

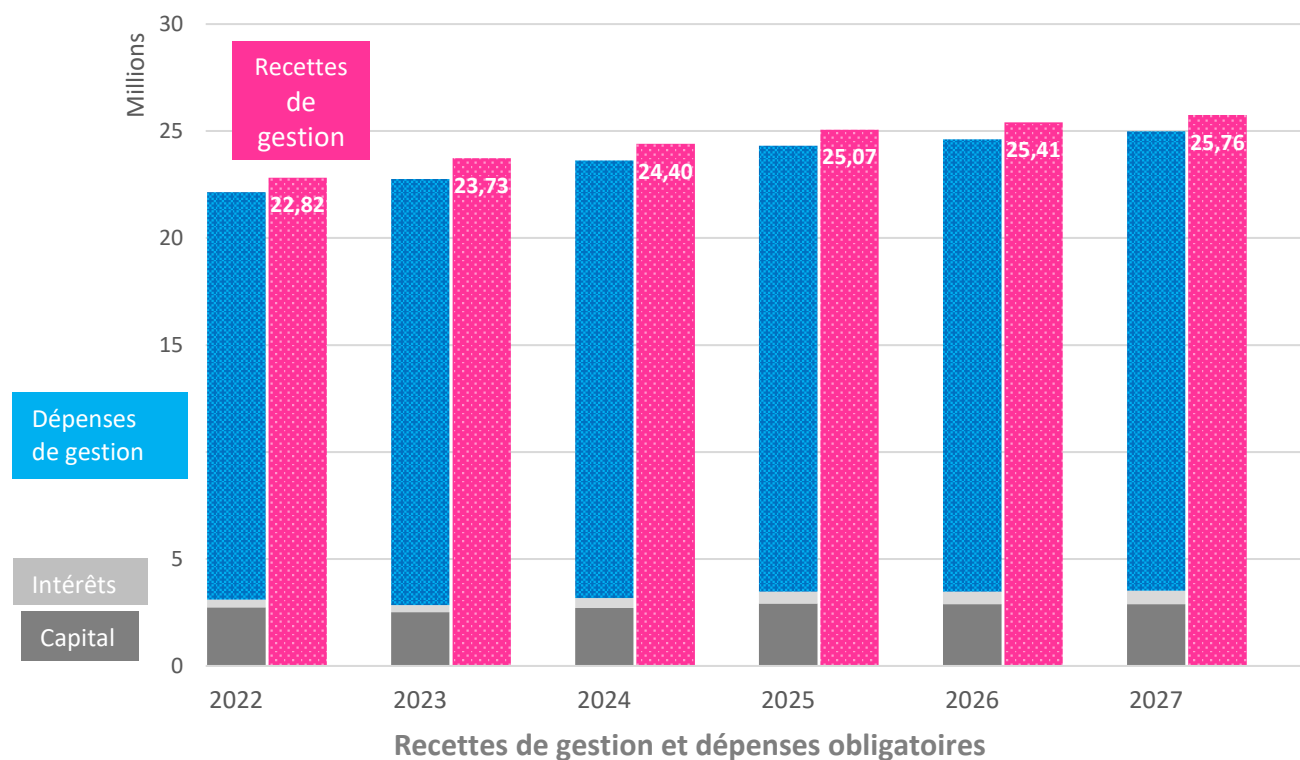
Résultats d'exercices cumulés

L'observation des résultats d'exercices cumulés se croise avec l'analyse du fonds de roulement présentée au point 2.4.1. et révèle la consommation progressive des excédents cumulés d'exploitation, affectés au financement des investissements sur la période considérée. Le graphique précédent illustrant des résultats annuels d'exploitation proche de zéro, confirme que le fonds de roulement ne peut évoluer qu'à la baisse.



Couverture des dépenses obligatoires

La représentation graphique permet de contrôler que le niveau de recettes réelles d'exploitation est suffisant pour financer les dépenses réelles d'exploitation (dépenses de gestion + intérêts des emprunts) et le capital de la dette.



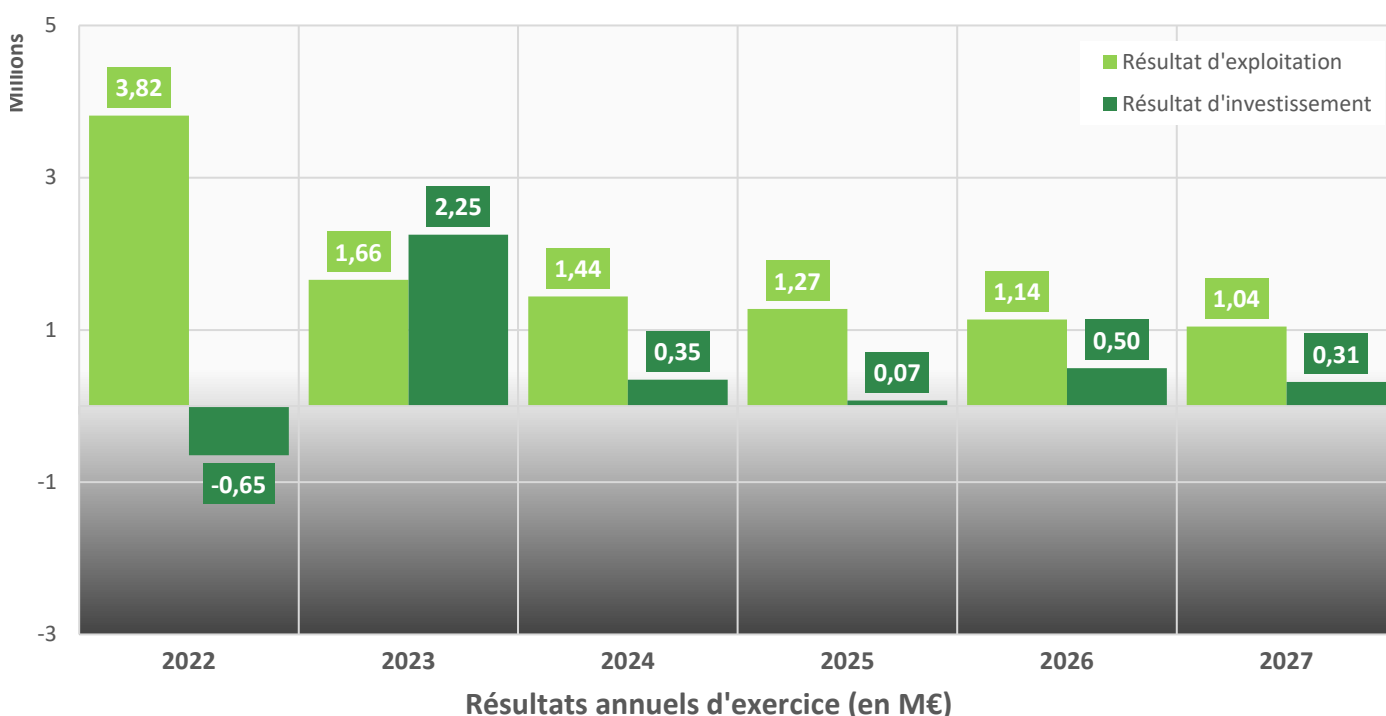
2.5.2. Budget Distribution

Résultats d'exercice

Les résultats d'exploitation annuels sont excédentaires sur toute la période, mais en décroissance, en raison d'une évolution des dépenses estimée plus rapide que celle des recettes.

La différence frappante entre le résultat d'exploitation 2022 et 2023 s'explique par une année 2022 qui a enregistré des volumes vendus plus élevés que d'ordinaire et des recettes exceptionnelles, tandis que les prévisions pour 2023 (et les années suivantes) subissent l'augmentation du TFEG et l'augmentation non négligeable des rémunérations des exploitants sur la base des formules de révision de prix contractuelles.

Les recettes d'exploitation 2023 et suivantes évoluent conformément à la nouvelle politique tarifaire votée en décembre 2022 sur le principe de volumes d'eau vendus constants.



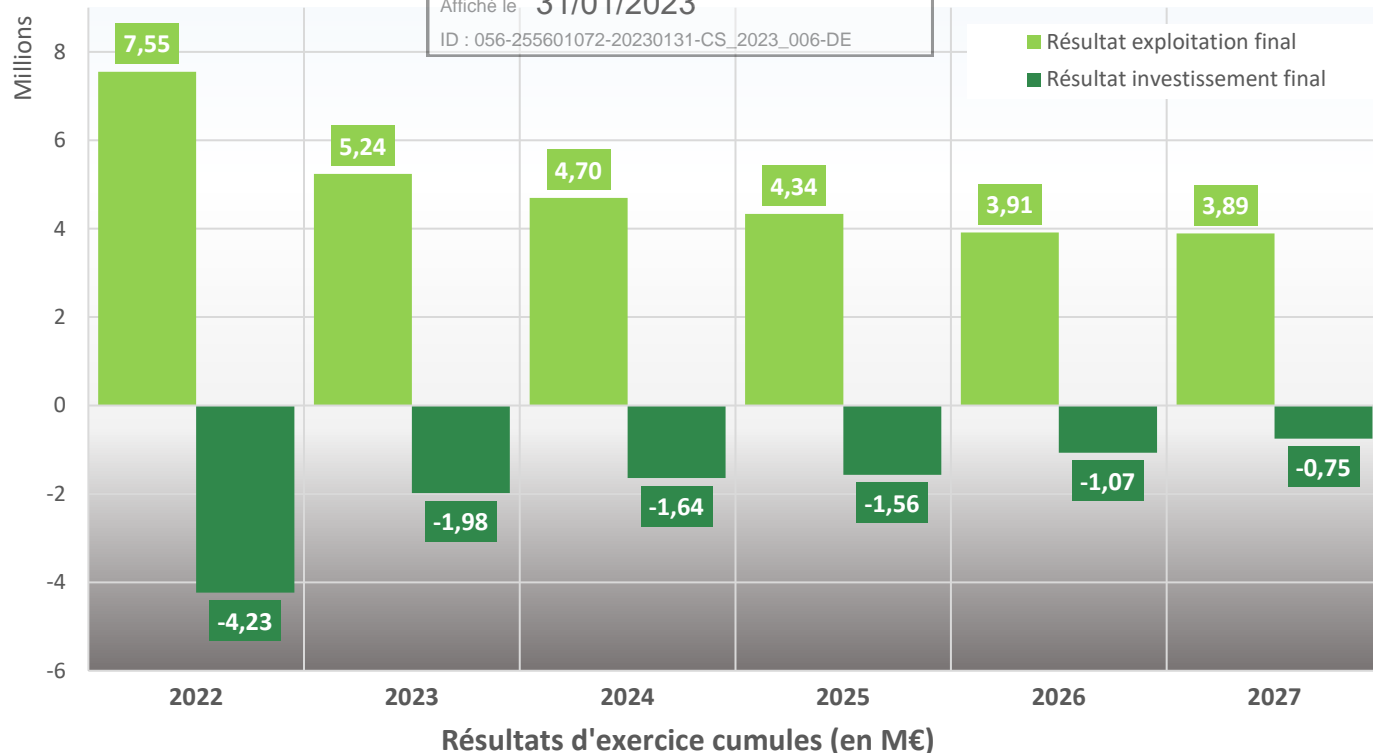
Les excédents d'exploitation qui ne sont pas conservés dans la section financent en partie les programmes d'investissement en complément de l'emprunt.

A noter que le rapport d'orientations budgétaires 2022, présentait une diminution de l'encours de la dette qui devait diminuer le poids du remboursement annuel de celle-ci, générant par effet ciseau, de nouvelles économies en section d'exploitation (intérêts) et d'investissement (capital). Toutefois, les dernières projections financières, tiennent compte d'une augmentation notable des dépenses à compter de 2023, ayant pour effet de stabiliser l'encours de la dette pour les prochains exercices.

En investissement, les résultats sont proches de l'équilibre dans la mesure où chaque année les emprunts couvrent les dépenses d'équipement non financées par les excédents d'exploitation.

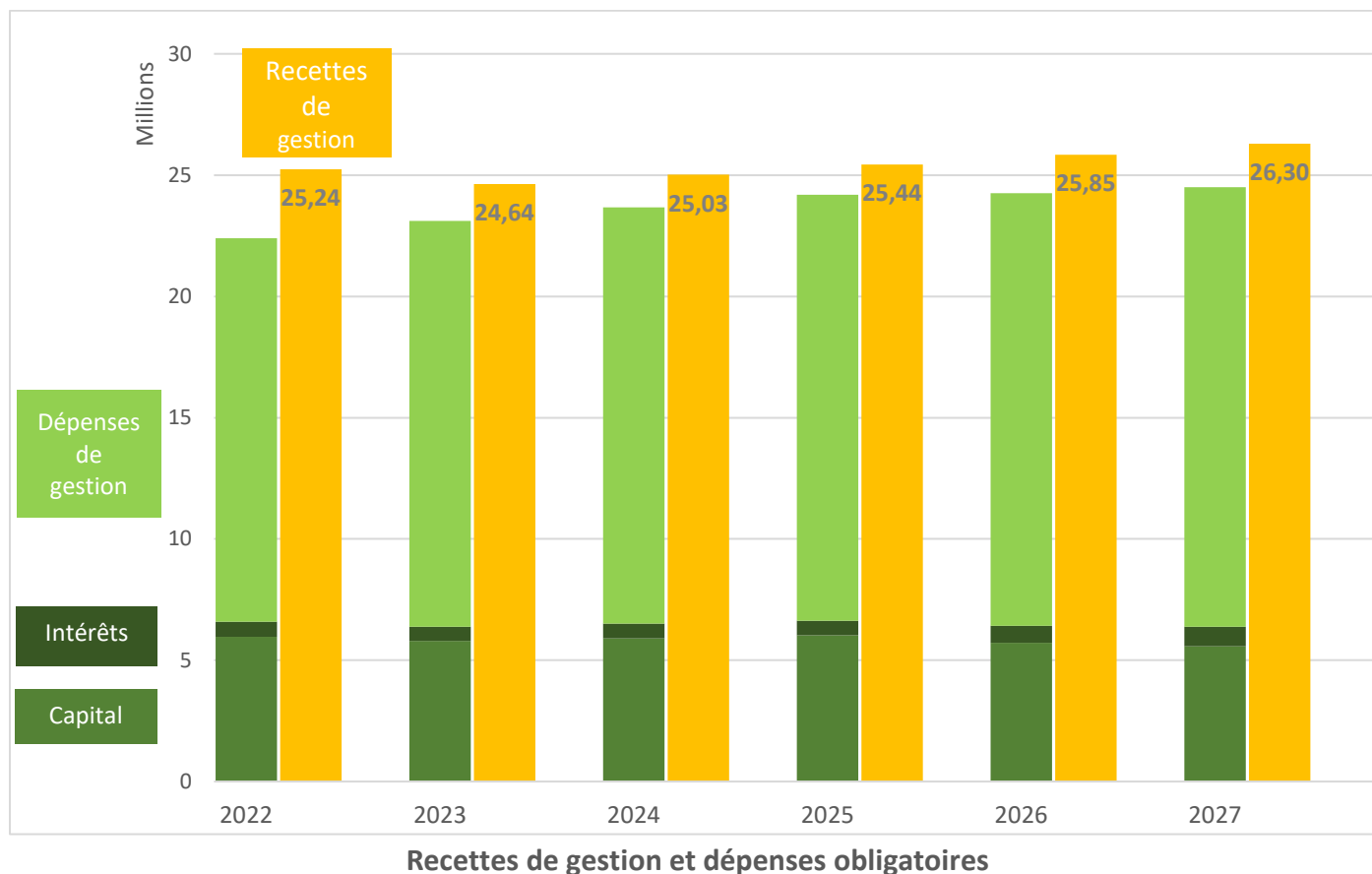
Résultats d'exercices cumules

Sur la période 2023-2027, les résultats cumulés d'exploitation diminuent pour les raisons évoquées au point précédent relatives à l'évolution des dépenses, mais également parce que les excédents d'exploitation sont mécaniquement affectés à l'investissement, pour résorber progressivement le déficit cumulé d'investissement.



Couverture des dépenses obligatoires

La représentation graphique permet d'observer que le niveau de recettes réelles d'exploitation reste suffisant pour financer les dépenses réelles d'exploitation et le capital de la dette sur la période. Il confirme que les marges de manœuvre se sont réduites et qu'il convient de surveiller cet indicateur avec la plus grande attention, sachant qu'en ligne de mire, le tarif aux abonnés est le seul levier disponible.



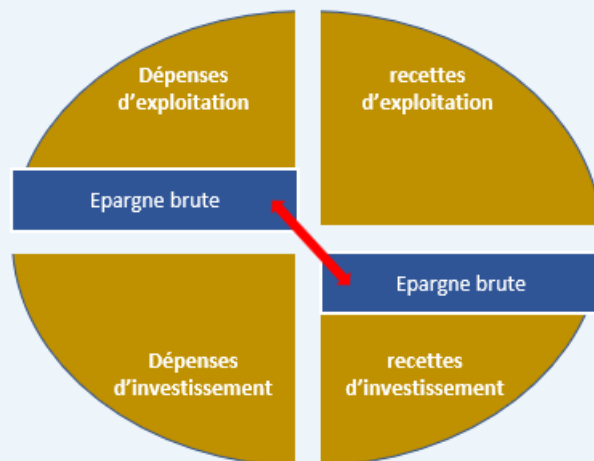
2.6. INDICATEURS D'ÉPARGNE

2.6.1. Définitions

Épargne de gestion : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie et hors charges d'intérêts. Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

Épargne brute : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie, autrement dit l'épargne de gestion sans les charges d'intérêts. Appelée aussi « autofinancement brut » ou « CAF brute », l'épargne brute est affectée à la couverture d'une partie des dépenses d'investissement, en priorité, le remboursement de la dette, et pour le surplus, les dépenses d'équipement.

Épargne nette : elle correspond à l'épargne de gestion après déduction de l'annuité de la dette, ou épargne brute après déduction du capital de la dette. Elle mesure l'épargne disponible pour financer les dépenses d'équipement brut après remboursement de la dette.



2.6.2. Un plancher d'autofinancement relevé au Budget Production-Transport

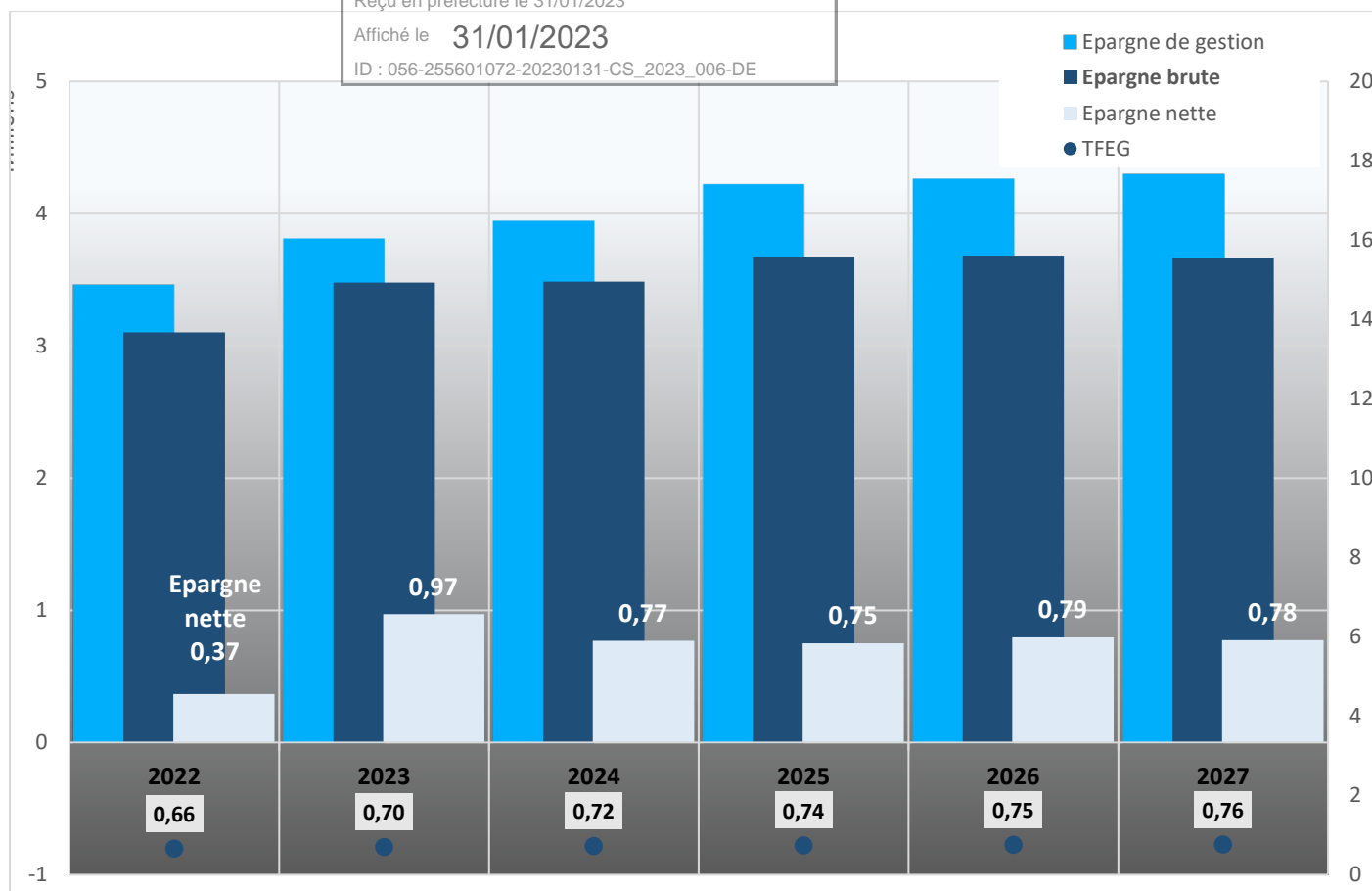
Depuis le début du mandat, les membres du Comité Syndical ont été sensibilisés sur l'intérêt de porter la plus grande attention à l'évolution du niveau d'autofinancement, pour faire face à une situation financière susceptible de se détériorer en raison :

- De l'évolution mécanique des coûts d'exploitation ;
- Des contraintes sanitaires qui accélère l'augmentation de ces coûts.

A ce titre, des mesures de redressement de l'autofinancement se sont imposées au Comité Syndical à l'occasion du vote des TFEG 2021 et 2022, sous peine d'une dégradation accélérée de la situation en section d'exploitation, face aux nouveaux coûts induits par le traitement des métabolites.

Enfin, dans le contexte inflationniste de la fin d'année 2022 les membres du Bureau et du Comité se sont positionnés sur une revalorisation du TFEG, plus importante que ce qui était programmé dans les dernières prévisions budgétaires, afin de garantir une épargne nette suffisante, pour donner un nouveau souffle à la santé financière du budget et retrouver un minimum de capacité d'investissement.

En 2022, l'épargne est corrigée pour exclure du calcul des recettes supplémentaires non comptabilisées en recettes exceptionnelles du chapitre 77. Elles possèdent un caractère exceptionnel puisqu'elles sont le produit de ventes d'eau encaissé sur l'exercice 2022 mais perçu au titre de l'année 2021 et non rattaché à cet exercice en l'absence d'estimation suffisamment précise. Sans cette correction, les indicateurs d'épargne de gestion, brute et nette seraient majorés d'un montant de 0.3 M€ en 2022.



Indicateurs d'épargne – budget Production-Transport (en M€)

La hausse significative du TFEG votée pour 2023, se retrouve sur le graphique avec l'augmentation des 3 indicateurs d'épargne, mais on devine que les recettes nouvellement générées par l'augmentation tarifaire sont en partie consommées par la hausse des charges.

Sur la période 2023-2027, l'épargne brute se stabilise autour de 3,5 M€, avec une évolution programmée du TFEG chaque année, qui compense l'augmentation des charges d'exploitation estimée (achats d'eau et rémunération des exploitants) et celle des intérêts d'emprunt (en raison des nouveaux prêts contractés).

L'épargne nette regagne un niveau satisfaisant à compter de 2023, mais contrairement à l'épargne brute qui tend à s'améliorer sur les exercices suivants, elle diminue sensiblement avant de se stabiliser, en raison du fort recours à l'emprunt et donc du remboursement en capital qui en découle.

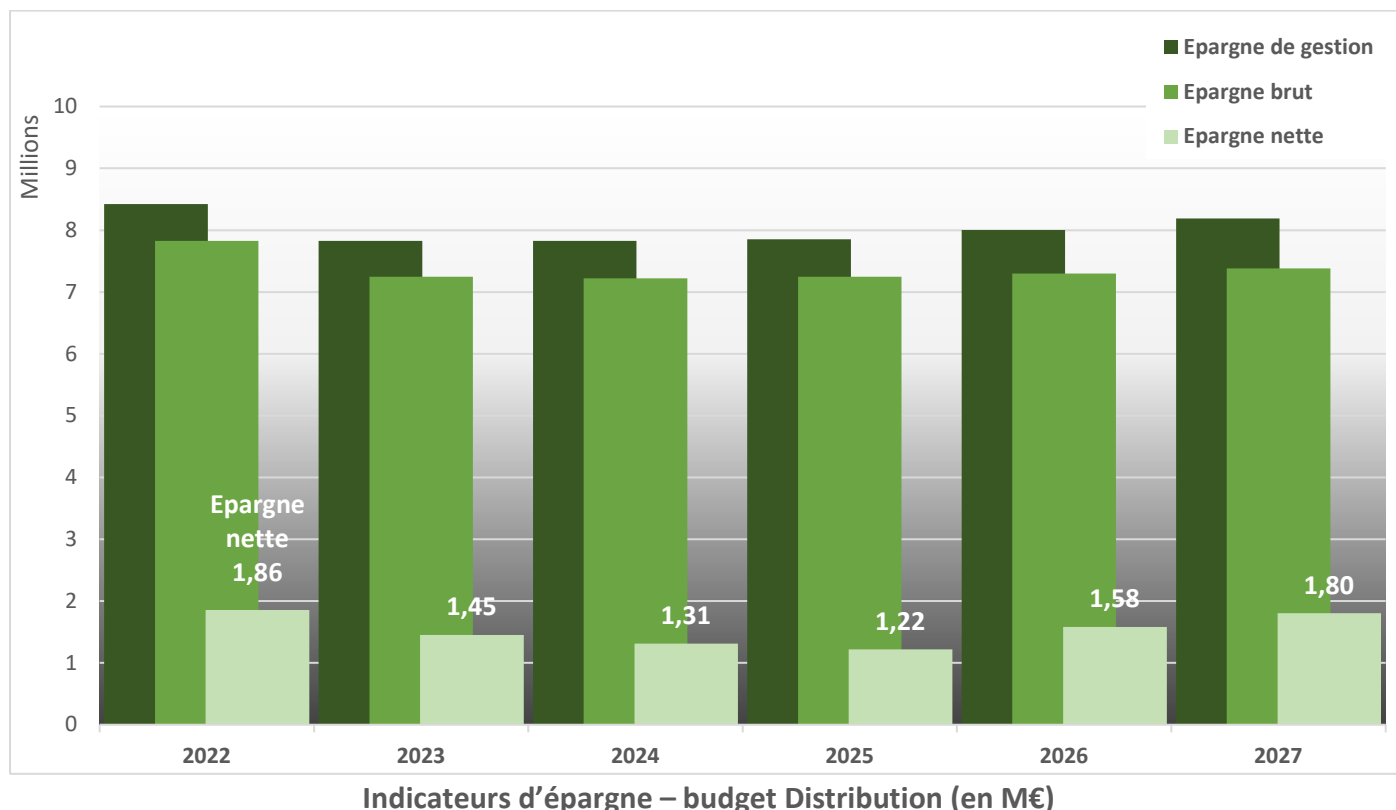
Note :

L'épargne nette est un indicateur particulièrement délicat à manipuler dans le cadre d'une prospective budgétaire, puisqu'il réagit fortement (en année n+1) à l'augmentation de l'encours de la dette (en année n). Ainsi en 2023, le montant des dépenses d'équipement inscrit dans la prospective, conformément au PPI, s'élève à près de 9 M€. Pour financer ces investissements, 6.5 M€ d'emprunt sont envisagés. En 2024, l'augmentation du remboursement de capital pour ce volume d'emprunt supplémentaire, amorti sur 20 ans, s'élève à 0.26 M€. L'épargne nette est impactée d'autant.

Les montants fixés au PPI relèvent des sommes à inscrire au budget primitif (prévisionnel). On peut penser que le montant des dépenses d'investissement 2023 n'atteindra pas 9 M€. Le montant d'emprunt nécessaire sera donc inférieur à 6.5 M€ et l'impact sur l'épargne nette 2024 ne sera pas autant marqué.

2.6.3. La stabilité financière du Budget Distribution

Le budget Distribution présente des indicateurs financiers d'épargne qui apportent une information immédiatement sur le poids de la dette dans le budget. Le ratio d'épargne de gestion est en grande partie affectée au remboursement de la dette, comme en atteste l'écart entre l'épargne de gestion et l'épargne nette.



On observe une baisse notable des indicateurs en 2023, consécutive à l'augmentation des charges d'exploitation, qui est due d'une part à la hausse du TFEG et donc du prix de l'eau achetée, et d'autre part à l'augmentation des rémunérations des exploitants, et ce malgré une évolution des recettes de ventes d'eau issues de la nouvelle politique tarifaire votée par le Comité Syndical.

Evolution de la section d'exploitation pour 2023 dans les grandes lignes :

Dépenses			Recettes	
Achats d'eau : hausse du TFEG	13 M m ³ x 0.04 €	+ 520 000 €	Ventes d'eau : nouvelle politique tarifaire + augmentation du nombre d'abonnés	+ 370 000 €
Rémunération des exploitants : révision des prix	5 M€ + 7 %	+ 350 000 €		
		+ 870 000 €		+ 370 000 €
Solde = dépense supplémentaire de 500 000 €				

Bien que les ratios diminuent légèrement sur la période considérée, traduisant une hausse des dépenses d'exploitation plus rapide que celle des recettes, les précautions mises en œuvre dans la construction de la prospective et notamment l'estimation des recettes, permettent de rester serein, quant à la santé financière du budget à moyen termes.

3. GESTION DE LA DETTE ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DES SERVICES EAU



Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023

Affiché le 31/01/2023

ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE

3.1. SUIVI DE LA DETTE

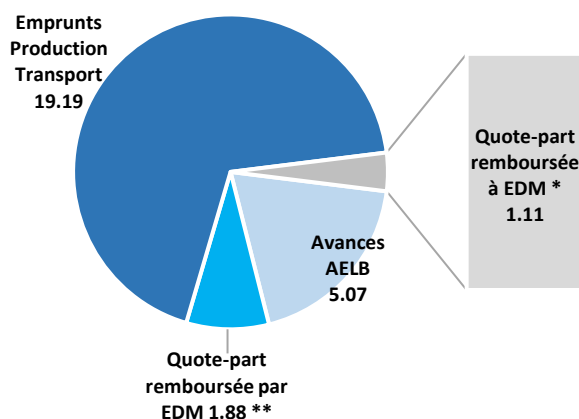
3.1.1. Encours de la dette

Situation au 31 décembre 2022

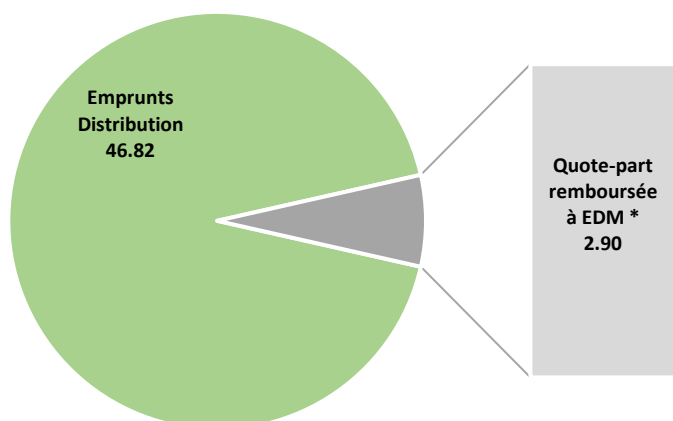
L'encours total de la dette s'élève à **73.26 M€**, réparti comme suit :

- Budget Principal Production-Transport : 26.14 M€,
- Budget Distribution : 46.82 M€.

Encours Production Transport (en M€)



Encours Distribution (en M€)



* Il s'agit d'emprunts gérés par EDM mais qui font l'objet de remboursements annuels pour une quote-part, par d'autres collectivités ou syndicats.

** Il s'agit d'emprunts gérés par d'autres collectivités ou syndicats, pour lesquels EDM rembourse chaque année une quote-part

La dette selon la charte de bonne conduite

En termes de risque, tous les emprunts sont classés en A1 (taux fixes ou EURIBOR). Aucun emprunt dit « toxique » ne figure dans la dette.

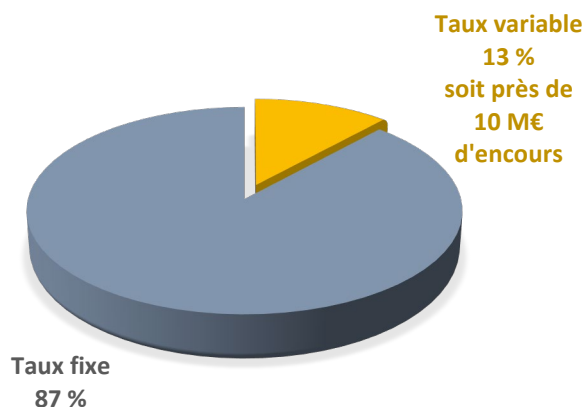
Risque de structure	A	100%				
	B		Risques faibles		Risques élevés	
	C					
	D					
	E		Risques élevés		Risques très élevés	
	F					
		1	2	3	4	5
		Risque sous-jacent				

Répartition de l'encours par type de taux

Les emprunts à taux fixe représentent la grande majorité de l'encours de la dette.

Les taux fixes particulièrement attractifs proposés par les établissements bancaires au cours de ces dernières années n'ont pas incité à recourir aux emprunts à taux variables.

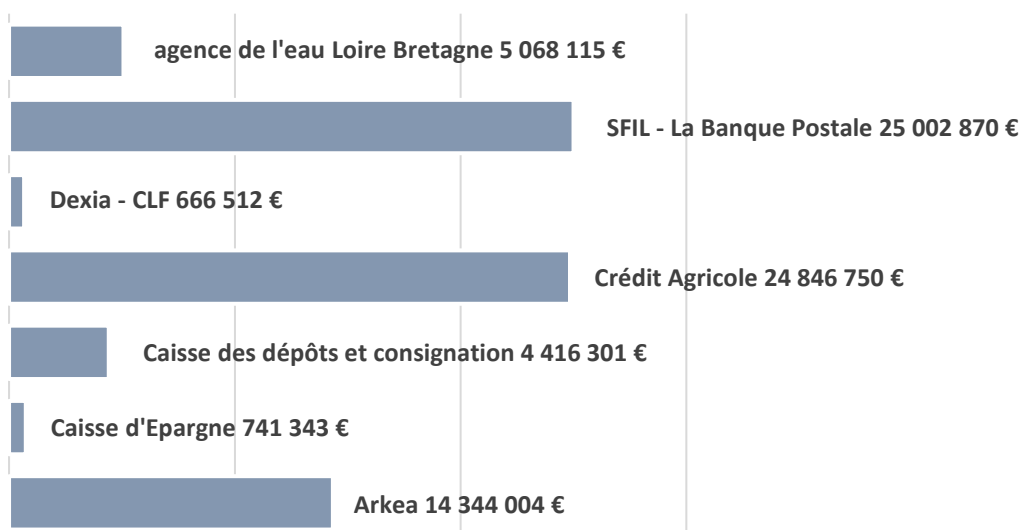
Le dernier emprunt contracté à taux variable date de 2017.



Répartition par organisme bancaire

Onze contrats de prêts sont arrivés à leur terme en 2022, réduisant leur nombre de 117 en 2021 à 96 en 2022.

Organisme Bancaire	Encours au 31/12/2022	Nombre de contrats
Arkéa	14 344 004	14
Caisse d'Epargne	741 343	10
Caisse des dépôts et consignation	4 416 301	2
Crédit Agricole	24 846 750	34
Dexia - CLF	666 512	11
SFIL - La Banque Postale	25 002 870	17
agence de l'eau Loire Bretagne	5 068 115	8
	75 085 895	96
Quote-part remboursée par EDM	1 877 390	
Quote-part remboursée à EDM	4 007 234	
Total Général encours dette au 31/12/2022	72 956 051	



Répartition de l'encours par prêteurs

SFIL-Banque Postale et le Crédit Agricole restent les principaux partenaires financiers de Eau du Morbihan.

Emprunts contractés en 2022

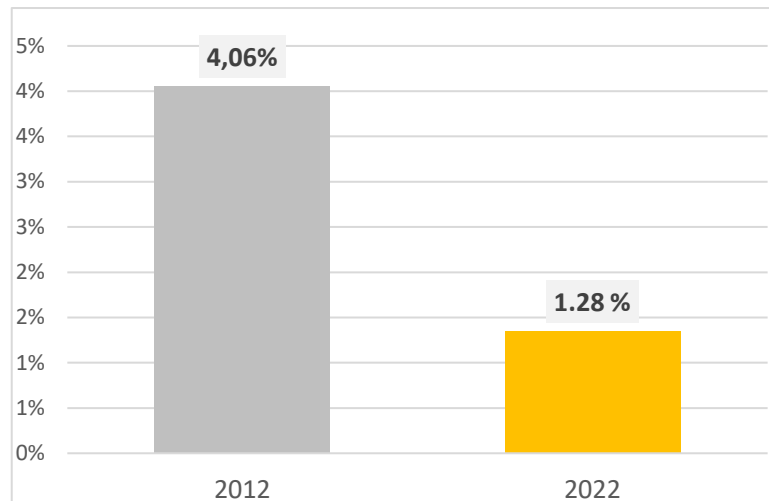
En 2022, aucun emprunt n'a été souscrit sur le Budget Production-Transport. En Distribution, c'est la proposition du Crédit Agricole qui a été retenue, pour un montant de 4 M€, au taux fixe de 1.60 % sur 15 ans.

Taux moyen de la dette existante

Le taux moyen de la dette est le taux d'intérêt moyen pondéré avec le capital restant dû de chaque prêt.

Au 31 décembre 2022, il est de 1.28 %.

Eau du Morbihan bénéficie des conditions financières favorables de ces dernières années en termes de taux d'intérêt, du fait que les emprunts les plus anciens avec des taux plus élevés s'éteignent progressivement (11 emprunts ont été soldés en 2022), et parce que le Syndicat n'emprunte pas sur des durées de 15 voire 20 ans, favorisant ainsi des taux plus bas que sur le plus long terme. Le taux moyen est ainsi trois fois moins élevé qu'il y a 10 ans.



Evolution du taux moyen de la dette sur 10 ans

Même si on constate une remontée significative des taux depuis le second semestre 2022, l'impact immédiat de cette hausse sur les emprunts à taux variables du Syndicat reste minime (de l'ordre de quelques milliers d'euros sur une année). En revanche sur la durée, le taux moyen de la dette devrait augmenter en raison des futurs emprunts que le Syndicat devra contracter, et des avances remboursables de l'agence de l'eau Loire-Bretagne (taux à 0 %) qui disparaissent peu à peu.

Extinction de la dette existante

Pour le Budget Production-Transport, l'extinction de la dette arbore un profil assez linéaire et décroissant jusqu'en 2041. Le dernier prêt signé en 2020 pour le financement de l'unité de production de Ar C'Hastell sur une durée de 20 ans a été totalement encaissé en 2021.

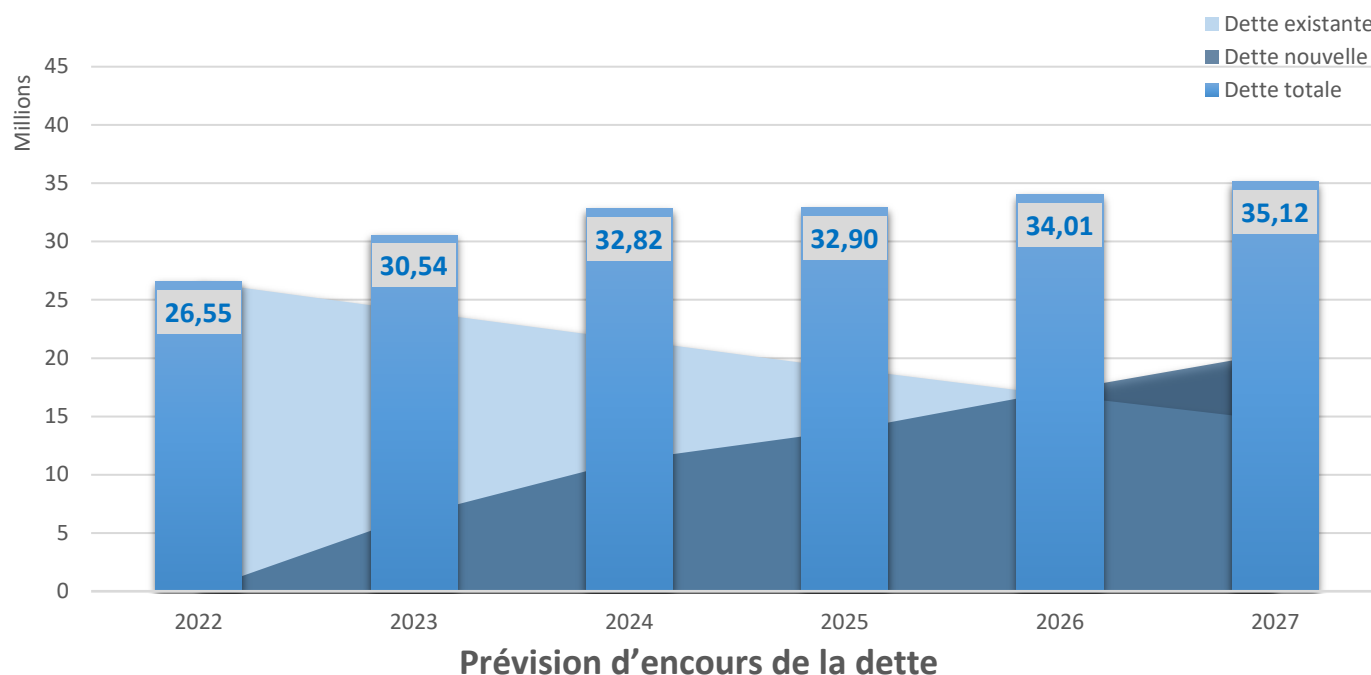
Pour le Budget Distribution, le profil d'extinction est plus abrupt, la courbe présente un profil légèrement convexe jusqu'à l'année 2037, dans la mesure où les prêts sont contractés sur une durée de 15 années.

3.1.2. Evolution prévisionnelle de la dette

Encours en Production-Transport

Sur la période 2023-2027, la prospective budgétaire trace le financement du PPI (32.3 M€) avec un recours à l'emprunt à hauteur de 22.5 M€. Sur la même période, le remboursement en capital devrait s'élever à 14 M€, entraînant une hausse progressive de l'encours de la dette de l'ordre de + 8.5 M€.

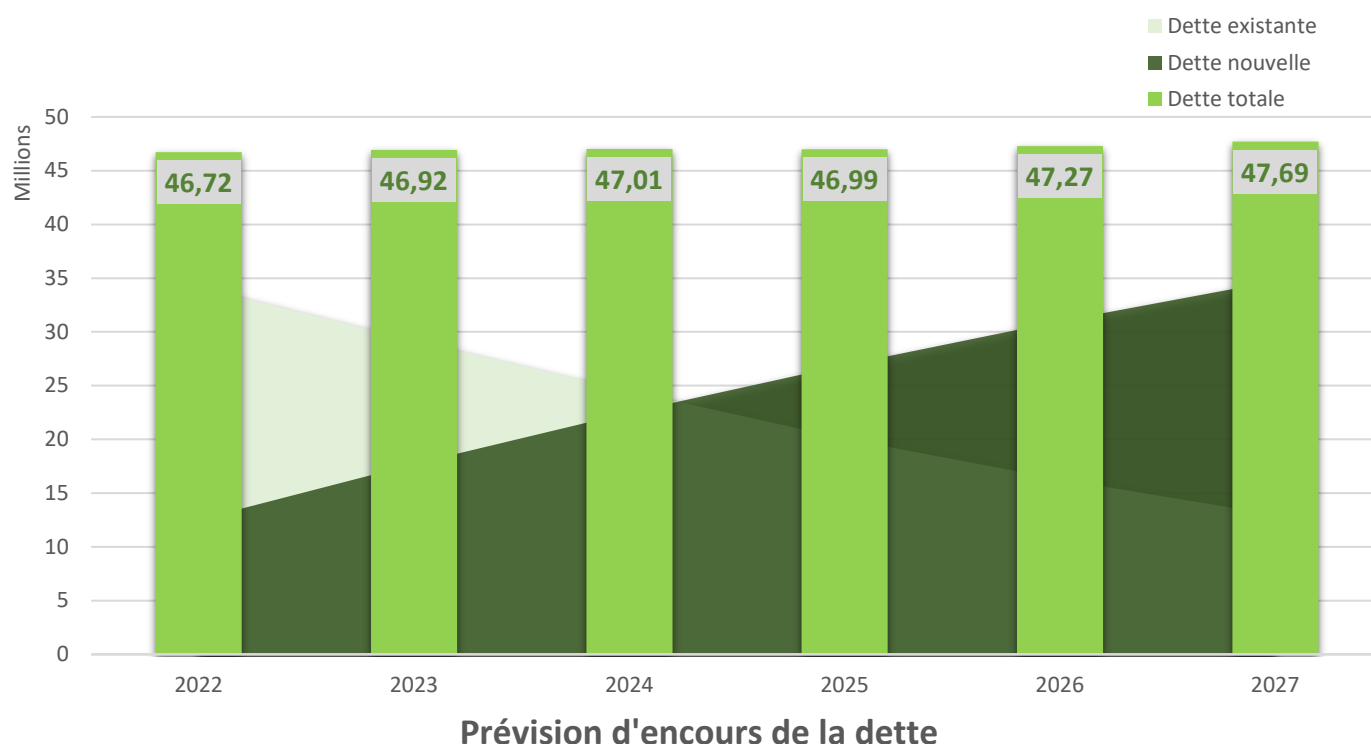
A noter aussi qu'en 2027 le financement du feeder Baud-Brech ne sera pas totalement terminé puisque les dernières situations financières devraient s'étaler jusqu'en 2028. Le montant inscrit dans le dernier PPI pour ce programme correspond à une estimation financière, qui pourraient malheureusement évoluer à la hausse en raison du contexte inflationniste. Aussi, le niveau d'encours pourrait encore s'alourdir en 2027, et au-delà.



Encours en Distribution

Les perspectives budgétaires conduites en parallèle du rapport d'orientations budgétaires de l'année dernière misaient sur une diminution du recours à l'emprunt et la poursuite de la réduction de l'encours de la dette sur les années à venir. Toutefois, l'effet conjugué de l'augmentation des rémunérations des exploitants et l'accroissement programmée de l'enveloppe d'investissement à compter de 2023, réduit de façon drastique les excédents d'exercice dans les 2 sections et devraient finalement conduire à une légère élévation du recours à l'emprunt chaque année.

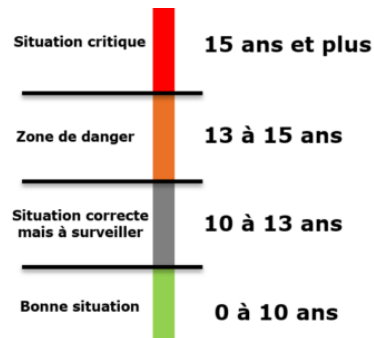
Globalement, le niveau d'emprunt contracté en recettes s'équilibre avec le niveau de capital d'emprunt remboursé sur la période, ce qui conduit à une relative stagnation de l'encours de 2022 à 2027.



3.1.3. Capacité de désendettement

La Capacité de désendettement est le principal indicateur de solvabilité qui mesure le nombre d'années qu'il faudrait au Syndicat pour se désendetter totalement si elle y affectait l'intégralité de son épargne brute. Son mode de calcul est le suivant : encours de dette au 31 décembre / épargne brute au 31 décembre.

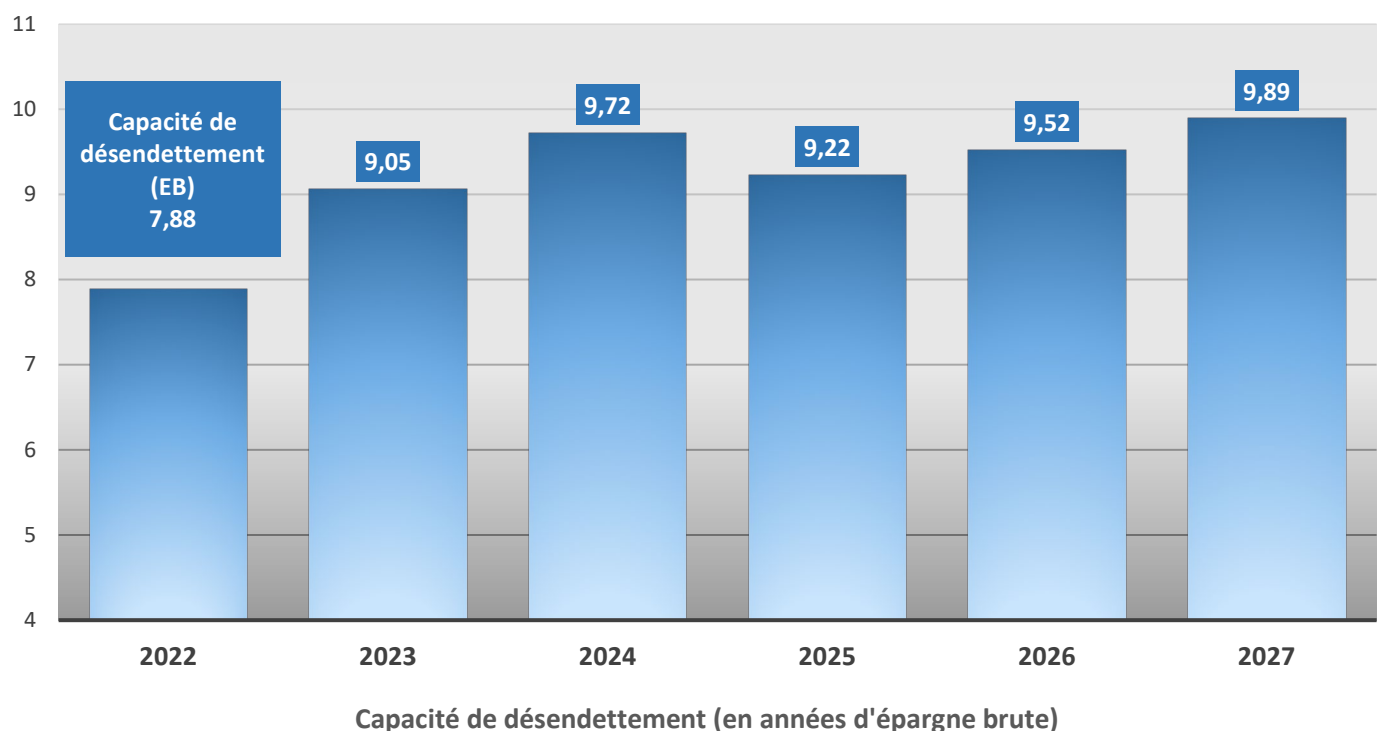
Un seuil prudentiel de 12 ans et un seuil critique de 15 ans, sont fixés par la Loi de programmation des finances publiques 2018-2022. Toutefois, les caractéristiques du SPIC dont les recettes sont-elles mêmes conditionnées aux dépenses, autorise le Syndicat à être moins contraint quant à l'interprétation de ces seuils.



Des retraitements sont opérés sur les données budgétaires brutes afin d'apporter une meilleure lisibilité sur la réalité de la situation financière du Syndicat. Les retraitements consistent pour l'essentiel, à exclure des calculs les dépenses ou recettes d'exploitation de nature exceptionnelle (cessions d'immobilisation, régularisations comptables, dépenses ou recettes exceptionnelles) qui améliorent ou dégradent artificiellement les équilibres de la section.

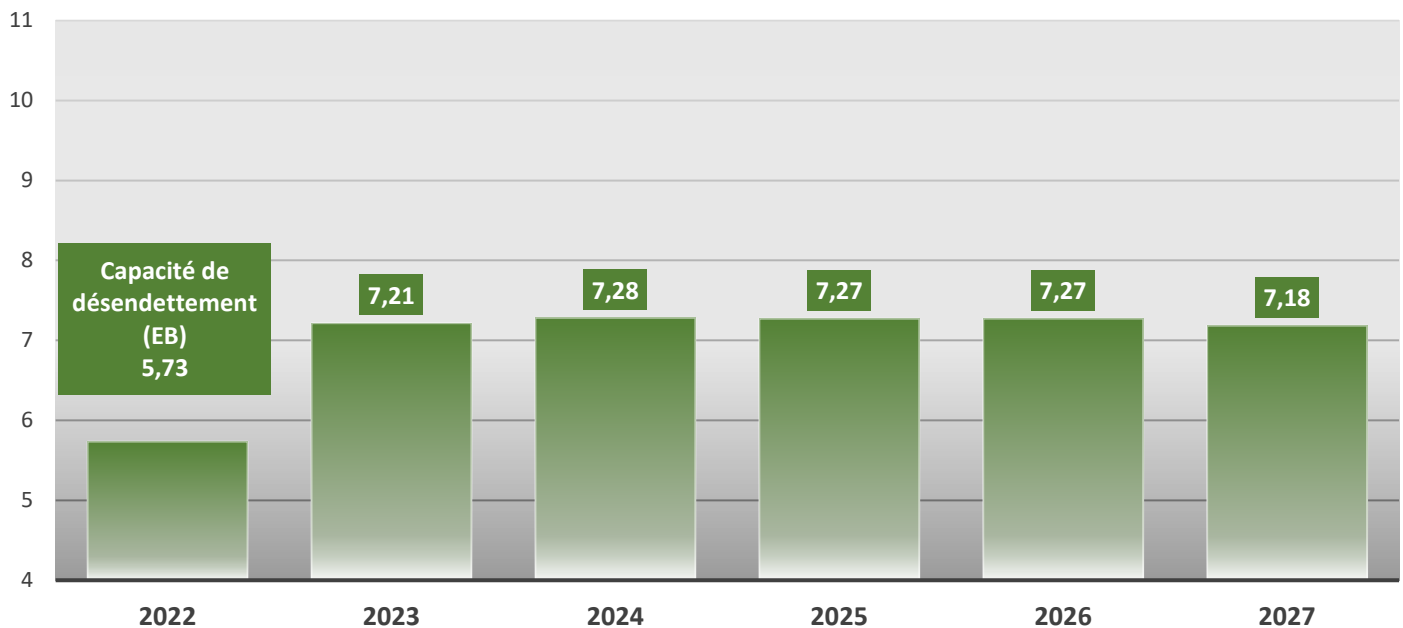
Budget Production-Transport

Sur la période 2022-2027, l'encours de la dette du Budget Production-Transport pourrait augmenter de 26 %. En contrepartie, la nette revalorisation du TFEF votée pour 2023 et le principe d'une augmentation mesurée mais régulière du tarif sur les années suivantes, permettraient à l'épargne brute d'enregistrer une hausse de 5 % environ sur la même période. L'impact sur la capacité de désendettement est une dégradation attendue du ratio, avec un indicateur qui augmenterait de 2 années, passant de 8 à 10 années d'épargne brute théorique pour éteindre la dette.



Budget Distribution

Sur le Budget Distribution, la chute de l'épargne brute envisagée en 2023 pour les raisons évoquées précédemment impactera nécessairement la capacité de désendettement. A compter de 2023, l'indicateur de santé financière se stabiliserait autour de 7 années.

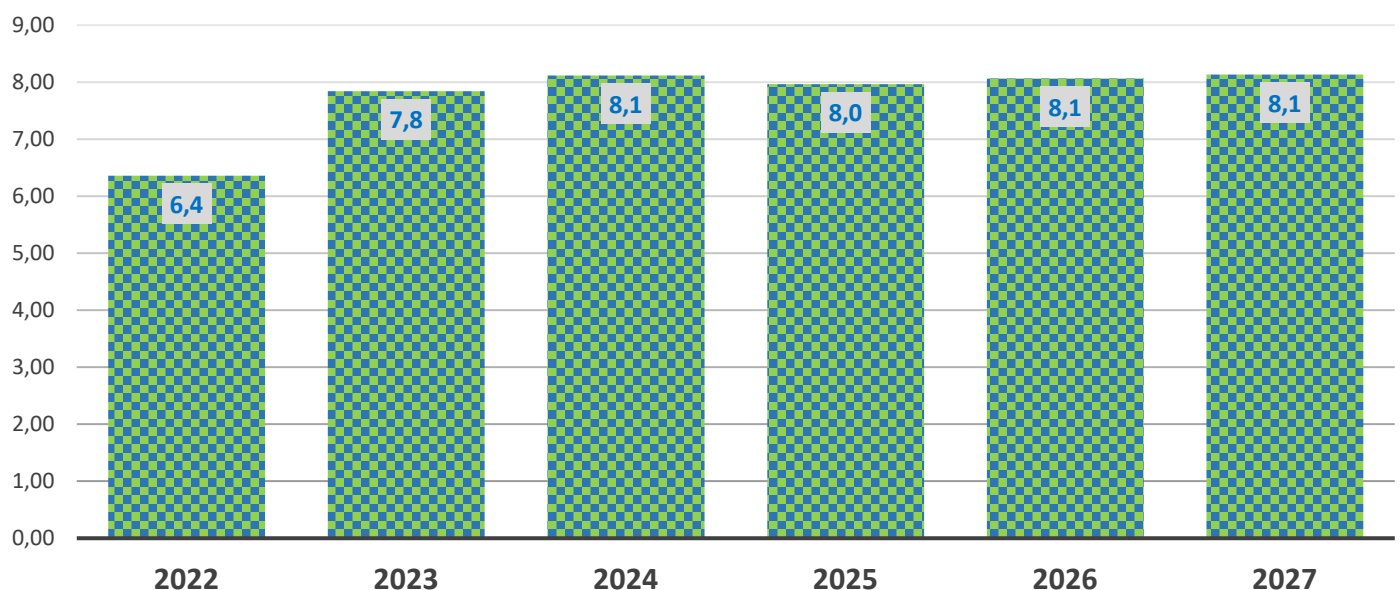


Capacité de désendettement (en années d'épargne brute)

Budgets consolidés

L'analyse individuelle des 2 budgets est indispensable par respect des principes de séparation et d'autonomie financière des budgets. Pour autant, les établissements bancaires, lorsqu'ils jugent la santé financière du Syndicat dans le cadre d'une consultation pour un nouveau prêt, examinent un certain nombre de paramètres et d'indicateurs, dont la capacité de désendettement, mais sur la base des budgets consolidés.

La fusion des données permet d'obtenir une nouvelle courbe de capacité de désendettement, dont les prévisions s'établissent à moins de 8 années, avec une situation prévisionnelle pour 2026 qui serait équivalente à celle de 2021.



Capacité de désendettement - budgets consolidés (en années d'épargne brute)

3.2. L'INVESTISSEMENT

Depuis 2012, les montants annuels moyens des investissements financés par Eau du Morbihan s'élèvent à 5.6 M€ en Production-Transport et 6.5 M€ en Distribution, soit un total de 121 M€ de travaux d'équipement réalisés en 10 ans par le Syndicat.

3.2.1. Politique d'investissement structurante en Production-Transport

Depuis 2012, Eau du Morbihan s'engage dans une politique patrimoniale ambitieuse visant à :

- Assurer la protection et la disponibilité de la ressource ;
- Doter le territoire des infrastructures nécessaires pour fournir aux morbihannais de l'eau en quantité suffisante ;
- Diversifier ses sources de Production en mobilisant notamment les ressources souterraines pour soulager les ressources superficielles ;
- Optimiser les infrastructures existantes et les moderniser afin de répondre aux besoins des territoires et aux exigences sanitaires ;
- Entretenir et mettre à niveau les infrastructures de stockage ;
- Développer et optimiser les infrastructures de transport et d'interconnexions.

3.2.2. Programmes d'investissement territorialisés en Distribution

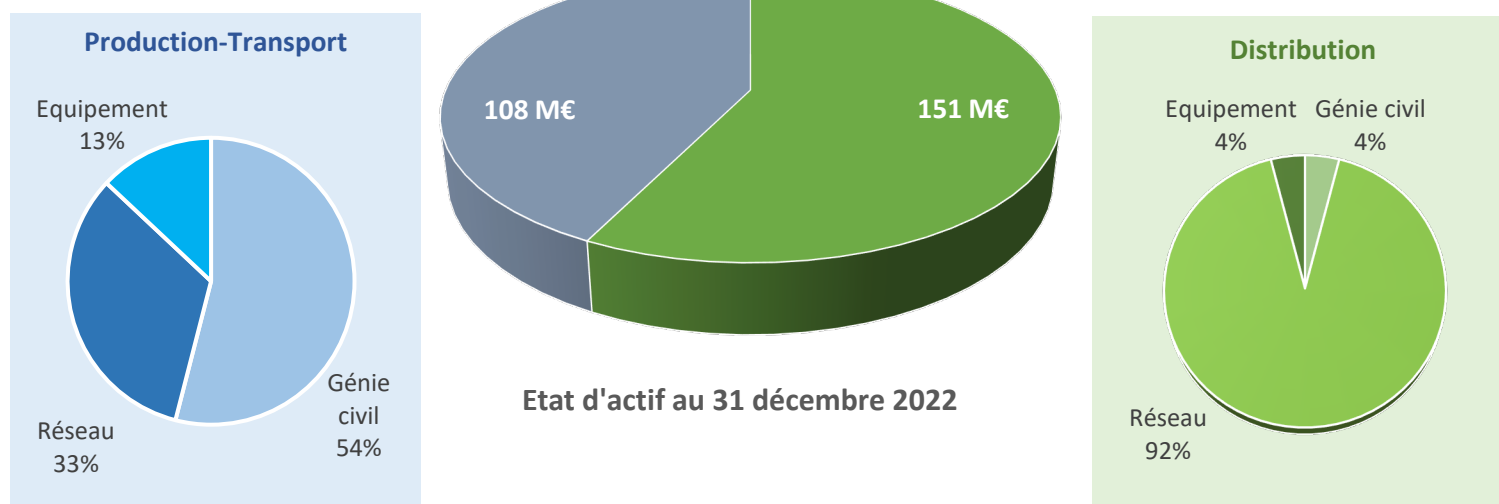
Les investissements sont financés selon une enveloppe annuelle globale répartie entre les territoires selon le linéaire de canalisation, le nombre d'abonnés et l'indice linéaire de perte.

L'enveloppe annuelle, dont le montant moyen s'élève à plus de 7 M€ sur la période 2023-2027 :

- Est principalement dédiée aux travaux d'extension, renforcement et renouvellement de canalisations,
- Intègre également une part de travaux pour les réservoirs notamment,
- Prévoit une réserve pour les travaux de desserte intérieure des lotissements réalisés sous convention et totalement remboursée.

3.2.3. Etat d'actif au 31 décembre 2022

L'actif s'élève au 31 décembre 2022 à 259 M€.



3.2.4. Les aides à l'investissement de l'agence de l'eau Loire Bretagne



L'agence de l'eau apporte son soutien financier dans les domaines suivants :

- Périmètres de protection de captage (PPC) ;
- Études d'amélioration des outils de Production ;
- Priorités sanitaires des équipements ;
- Campagne de lutte contre les CVM (Chlorures de Vinyl Monomère) ;
- Gestion patrimoniale des réseaux de Distribution avec pour toile de fond les économies d'eau.

Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023

Affiché le 31/01/2023

ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE

L'agence accompagne prioritairement les projets classés en zone de revitalisation rurale (ZRR).

Récapitulatif des subventions en cours (montants en €)

ANNEE DU DOSSIER	BUDGET	SECTEUR	OBJET	MONTANT OPERATION En €	MONTANT SUBVENTION En €	Observation
2020	Distribution	Roi Morvan Communauté	Renouvellement conduite AEP commune de Langonnet	379 103	151 641	Acompte n° 1 et n° 2 en 2021 Reste à percevoir 15 164,12
2020	Principal Production-Transport	AQTA	Mise en place des clôtures de protection autour du captage de Houat	12 784	6 392	Travaux non réalisés à ce jour
2020	Principal Production-Transport	Eau du Morbihan	Réalisation du programme "Eau pour demain"	21 600	10 800	Programme en cours
2021	Distribution	Ploermel Communauté	Campagne CVM commune La Croix Hellean	123 939	61 969	Acompte n°1 en 2021 Reste à percevoir : 42 469
2021	Principal Production-Transport	Roi Morvan Communauté	Station de production d'eau potable de Minez Du à Langonnet	520 000	260 000	Acompte n°1 en 2022 Reste à percevoir 182 000€
2022	Distribution	EDM	Campagne CVM 2022 communes de Bignan, Bohal, St Tugdual, Le Saint et Plouray	378 232	189 116	Acompte n°1 en 2022 Reste à percevoir 94 558
2022	Distribution	Redon Agglomération	Travaux de sectorisation	63 000	44 100	Programme en cours

3.3. PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

Le Plan Pluriannuel d'investissement 2023-2027 détaillé figure en annexe du rapport.

3.3.1. Le PPI en Production-Transport

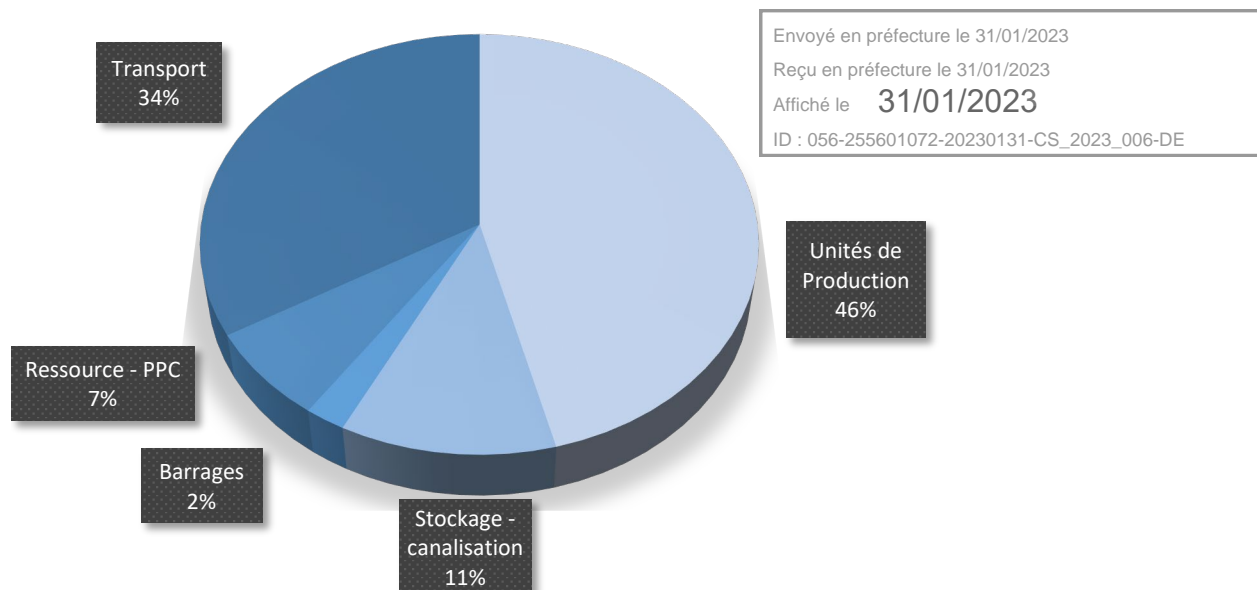
En chiffres

Le PPI 2023-2027 représente un total de dépenses d'équipement à financer de plus de **32 M€ sur 5 ans**.

Il avait déjà été rapporté aux membres du Comité que le PPI sur 2022-2026 affichait une augmentation prévisionnelle de 10 M€ de plus que pour la période précédente, et cette tendance se confirme à nouveau, avec une hausse de l'enveloppe de près de 5 M€ pour ce PPI 2023-2027, qui s'explique par un calendrier plutôt chargé :

- Un important programme de construction, de réhabilitation, d'adaptation d'unités de Production : Minez-Du (Langonnet), Toultreincq (Gourin), Tourlaouen (Plouray), Prassay (Val d'Oust), Lac au Duc (Ploërmel) ;

- Des enveloppes supplémentaires conservées pour la mise aux normes des stations au titre du traitement des métabolites ;
- La planification des travaux du feeder Baud-Brech en 2025, 2026 et 2027.



PPI 2022-2026 : répartition des crédits par nature d'opérations

Les travaux de modernisation et construction d'unités de Production représentent encore le plus gros volume d'investissement de la programmation à venir avec près de 15 M€ de dépenses, suivis par les premières phases de travaux de construction du feeder Baud-Brec'h relevant de la compétence Transport pour 10 M€.

Unités de Production

Les opérations de construction d'ouvrage et les travaux programmés sur les infrastructures visent à assurer la continuité de service de Production d'eau potable et la distribution d'une eau répondant aux exigences sanitaires en :

- Sécurisant les process de traitement et adaptant les filières à la qualité des eaux brutes prélevées (reminéralisation, matières organiques, produits phytosanitaires, métabolites, ...) et à leur disponibilité ;
- Assurant la gestion patrimoniale des ouvrages ;
- Sécurisant les sites contre les intrusions, les risques de pollutions ou de dysfonctionnements ;
- Améliorant le rendement et évitant les pertes d'eau dans les process ;
- Limitant leur impact sur l'environnement par la gestion des sous-produits et des terres de décantation, et la mise en place de lagunes.

UP Minez-Du (Langonnet) :

L'opération s'inscrit dans la politique de Eau du Morbihan visant à prioriser les ressources locales de proximité, à entretenir et moderniser le patrimoine, pour assurer la sécurisation, la qualité et la continuité du service public d'eau potable. L'opération a démarré courant d'année 2022.

Montant de l'AP : 1.69 M€

- construction d'une nouvelle unité de traitement d'une capacité de production de 30 m³/h, implantée à proximité du site actuel ;
- sécurisation des ouvrages d'eau brute et l'optimisation de la gestion des ressources ;
- création d'une lagune de décantation des eaux sales ;
- réhabilitation du réservoir de tête.



Chantier de construction de l'UP Minez-Du

UP Toultreincq (Gourin) + raccordement de forages :

Ce projet contribue à la diversification des ressources et constitue un enjeu majeur de sécurisation du Nord-Ouest du périmètre. Le marché a été attribué en juillet 2022.



UP Toultreincq – vue projetée

Montant de l'AP : 7.59 M€

- Construction d'une nouvelle unité de traitement d'une capacité de production de 300 m³/h à partir d'eau de surface et 85 m³/h à partir d'eau souterraine implantée sur la parcelle existante ;
- Étanchéification des lagunes de prétraitements des eaux de process ;
- Réhabilitation des ouvrages existants maintenus en exploitation et la démolition des ouvrages abandonnés ;
- Mise en service de 2 nouveaux forages.

UP Lac au Duc (Ploërmel) :

L'opération vise à soulager la station d'épuration de la ville de Ploërmel, qui reçoit les effluents issus de l'unité de production du Lac au Duc, en application d'une convention de déversement avec Ploërmel Communauté encadrant les rejets. Le marché a été attribué en décembre 2022.

Montant de l'AP : 1.29 M€

- Construction d'un local dédié à l'étape de déshydratation comprenant l'ajout des postes électricité, réactifs, instrumentation, équipements électromécanique et pompe ;



UP Lac au Duc

UP Tourlaouen (Plouray) :

L'opération consiste en l'extension de la station, afin de conforter son rôle de sécurisation locale.



UP Tourlaouen

Montant de l'AP : 0.65 M€

- Extension de la capacité de l'unité de Production à 60 m³/h ;
- Modernisation de la filière de traitement y compris des métabolites de pesticides ;
- Mise en service et raccordement de 3 nouveaux forages.

UP Prassay (Val d'Oust) :

L'opération contribue au maintien de la gestion qualitative de l'eau mise en œuvre par le Syndicat sur son périmètre et soutient sa politique de diversification des ressources.

Montant de l'AP : 1.05 M€

- Mise en service de 3 nouveaux forages ;
- Modernisation de la filière de traitement existante y compris pour les métabolites.



Envoyé en préfecture le 31/01/2023
Reçu en préfecture le 31/01/2023
Affiché le 31/01/2023
ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE

Stockage et canalisation

Le PPI pérennise la mise à niveau des réservoirs de tête avec l'inscription d'une tranche n° 2 du programme global et hiérarchisé de réparation et réhabilitation des ouvrages de stockage.

Réservoir Hoëdic :

Création d'une bache de stockage d'eau potable de 200 m³ dans un ouvrage enterré existant de 400 m³

Montant de l'AP : 0.5 M€



Ressources, protection des périmètres de captage et barrages

Périmètres de protection des captages

La mise en place de périmètres de protection des captages vise à prévenir les pollutions ponctuelles ou diffuses sur les points de prélèvement. Sur le plan budgétaire, le dispositif se traduit par l'accompagnement financier des différentes étapes de la procédure :

- Étude de faisabilité ;
- Étude préalable au dossier de demande de déclaration d'utilité publique ;
- Paiement des indemnités liées aux servitudes ;
- Réalisation de travaux de protection si nécessaires ;
- Acquisitions de terrains, ...

Principaux programmes engagés : Saint Jean Brévelay, Pont Saint Yves, Loch ar Vran, Coetven, Tourlaouën, ...

Prise d'eau Pont Saint Yves (Gourin)

Montant de l'opération : 112 000 €

- Études ;
- Indemnités ;
- Acquisition rive gauche (division parcellaire) ;
- Seuil à raser ;
- Clôture du périmètre immédiat.



Forages et recherches en eau

Dans une logique de diversification de la ressource, des programmes de recherche en eau sont réalisés sur certains périmètres sensibles, comme le secteur de Roi Morvan Communauté par exemple.

Principaux programmes engagés : Cadigué (Guisriff), Kervréhen (Priziac), Pont-Mouton (Plouhinec)

Site de Cadigué



- Sondages de reconnaissance en PPI ou à proximité (parcelles communales mise à disposition de EDM)
- forages et essai de pompage

Barrages

Des travaux de confortements des retenues et barrages, visent également la sécurité publique à l'image des travaux réalisés en 2022 sur le barrage du Lac au Duc dans le secteur de Ploërmel Communauté.

Principaux programmes engagés : Turbine Tréauray, révision décennale Tréauray.

Turbine Tréauray

Fourniture et mise en service d'un équipement de production d'énergie utilisant une source d'énergie renouvelable.

Montant de l'opération : environ 300 000 €

Une turbine était installée sur ce barrage et a été déposée dans les années 1980. Une étude technico-économique préliminaire permettra de définir la puissance optimale de l'installation, estimée entre 60 et 100 kW



Transport

Les projets identifiés sont issus de l'expertise interne qui s'appuie notamment sur l'étude de sécurisation validée par le Comité Syndical de Eau du Morbihan en 2015, mise à jour en interne en 2020.

Réservoir sur tour de Kerguero (Brech)

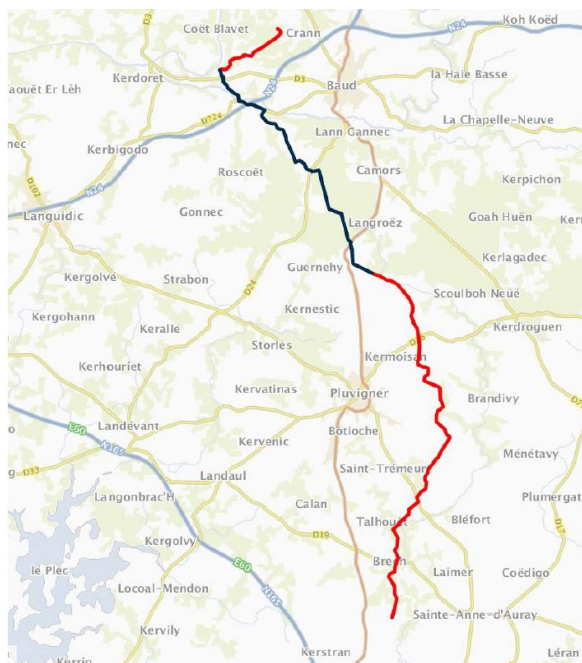
L'opération consiste en la réhabilitation complète du réservoir.

Montant du programme : 0.45 M€

- travaux de génie civil ;
- travaux d'étanchéité intérieure des cuves ;
- travaux d'étanchéité extérieure de toiture/coupole ;
- travaux de ravalement ;
- travaux d'équipement hydraulique ;
- travaux de Voirie Réseaux Divers ;
- travaux de clôture-portails et menuiseries ;
- travaux de métallerie.



Feeder Baud-Brech :



Sur la base du tracé établi en étude préliminaire en 2021, l'année 2022 a été mise à profit pour réaliser les études « faune / flore » permettant d'identifier toutes les espèces vivant à proximité des terrains traversés par les 28 km du projet.

Le rendu final de cette étude est attendu début 2023, après une dernière observation en mars. Les contraintes environnementales, ainsi identifiées, permettront de finaliser l'Avant-Projet.

Le dossier d'étude d'impact pourra être finalisé et déposé auprès des services instructeurs avant l'été 2023. La procédure qui en suivra conduira à une enquête publique puis à l'obtention de l'arrêté d'autorisation attendu pour le 1^{er} semestre 2024.

3.3.2. Le PPI en Distribution

Les programmes de travaux visent à maintenir un niveau satisfaisant de gestion patrimoniale, par d'importants financements dédiés :

- Au renouvellement des réseaux et à la modernisation des infrastructures (réservoirs) pour faire face à un vieillissement des installations ;
- Au renforcement des réseaux pour répondre aux évolutions démographiques en lien avec l'urbanisation des territoires et la consommation des abonnés.

Les programmes de travaux s'appuient sur l'expertise interne des services et reposent sur :

- Une connaissance et un suivi du patrimoine, au travers notamment du SIG, afin d'améliorer le diagnostic et la gestion patrimoniale, en anticipant les investissements prioritaires à réaliser ;

- Les indicateurs de performance et notamment l'évolution de l'indice linéaire de perte ;
- Les observations des exploitants au sein des RAD et l'analyse des maîtres d'œuvre ;
- L'expertise des résultats du contrôle sanitaire et de l'autocontrôle des exploitants ;
- Les visites de terrain.

Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023

Affiché le **31/01/2023**

ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE

Autorisation de programme en cours / n° 2021-01 – période 2021-2023

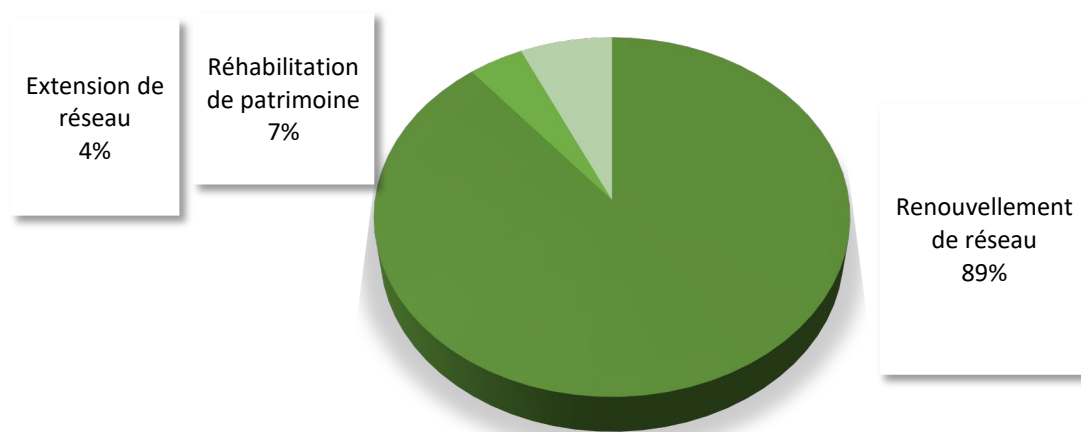
Description des missions	Montants votés par le Comité Syndical
Mission de maîtrise d'œuvre	1 M€
Accord Cadre à Bons de Commande	5.6 M€
Programme de Travaux	12.4 M€
Programme travaux complémentaires	1 M€
Programme Exceptionnel	1.5 M€
Programme CVM	1.5 M€
TOTAL	23 M€

En chiffres

Le PPI 2023-2027 en Distribution est bâti sur la base d'une enveloppe fixée chaque année à hauteur de 7.8 M€. Il intègre le solde du programme triennal en cours (2021-2023) et les prochains programmes (2024-2026 et suivant)

Conformément aux engagements pris par les membres du Comité Syndical à l'occasion des 2 précédents débats d'orientations budgétaires, l'enveloppe d'investissement annuelle a augmenté successivement de 500 000 € en 2021 pour financer les programmes d'intervention spécifiques destinés à lutter contre le CVM, puis à nouveau de 500 000€ en 2022 pour compenser la hausse des prix dans les marchés de travaux.

En 2023 et les années suivantes, ces 2 sommes supplémentaires sont désormais intégrées à l'enveloppe annuelle pour faire face à l'augmentation globale des prix observée lors des consultations du 1^{er} trimestre 2022, occasionnant une augmentation des enveloppes de chaque territoire de 15%.



PPI 2023-2027 : Répartition des crédits par nature d'opération

Les opérations de renouvellement de réseau représentent le principal poste de dépense en investissement. Elles sont réparties dans les différentes lignes des AP/CP :

- L'enveloppe travaux dans sa quasi-intégralité ;
- Une part des accords-cadres à bons de commande ;

- L'enveloppe de travaux exceptionnels pour partie ;
- L'enveloppe CVM dans sa totalité.

Opération de renouvellement des canalisations dans le centre de Baud

Exemple de travaux en milieu urbain, avec utilisation de l'aspiratrice (aspirateur à terre qui améliore la sécurité du personnel et des réseaux avoisinants)



Enveloppe complémentaire CVM

D'un montant de 500 000 € annuel, décidé en 2021, l'enveloppe permet le renouvellement de canalisations en PVC d'avant 1980 et de diamètre inférieur à 80 mm.



Enveloppe « Réservoir »

Elle permet la remise en état des réservoirs de stockage, soit au sol, soit sous forme de château d'eau.

En 2022, les réservoirs de Saint Guyomard et de Rieux (en photo) ont fait l'objet de travaux.

4. SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF – PERIMETRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES BELLE-ILE

4.1. EXPLOITATION DU SERVICE

4.1.1. Dépenses d'exploitation

Dépenses de gestion

La gestion du service étant confiée à un exploitant privé (SAUR) dans le cadre d'un affermage, les dépenses de gestion sont peu élevées et n'incluent pas de rémunération d'exploitant.

Des prestations sont toutefois externalisées et concernent la rémunération :

- d'un maître d'œuvre (IRH) dont la mission est d'assister le maître d'ouvrage dans les études de programmation de travaux ;
- d'un cabinet d'avocat (Richer) sur lequel la CCBI s'appuyait jusqu'en 2022 au titre d'un accord cadre à bons de commandes. A compter de 2023, Eau du Morbihan fera appel à son propre cabinet ;
- du Service d'Appui Technique à l'épuration et au Suivi des Eaux (SATESE), le service départemental qui assure des missions de conseil d'exploitation et de validité de l'autosurveillance ;
- d'un prestataire (SAUR) pour le traitement spécifique des boues au titre de la lutte contre le COVID-19 qui fait l'objet de subventions de la part de l'agence de l'eau Loire Bretagne ;
- d'une assistance à maîtrise d'ouvrage souscrite pour le renouvellement de la concession de service qui prend fin en 2022.

Les autres charges concernent des frais de publications, de contentieux et d'imposition foncière. Enfin, une quote-part de remboursement de frais généraux au budget principal complète le chapitre des charges générales. A compter de 2023, cette prise en charge annuelle s'appuie sur une délibération du Comité Syndical du 9 décembre 2022.

Dépenses de personnel

Elles correspondent à un remboursement effectué au Budget Principal.

Une délibération du Comité Syndical du 9 décembre 2022, précise la clé de répartition des charges de personnel qui sont remboursées à compter de 2023 au Budget Production-Transport par le Budget annexe Assainissement.

4.1.2. Recettes d'exploitation

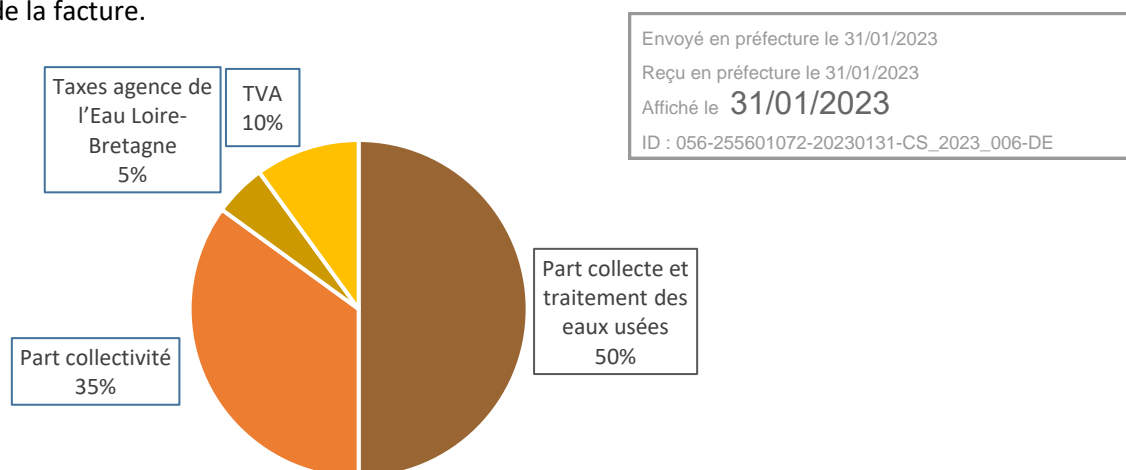
Redevances d'assainissement collectif

Elles représentent la principale recette du budget.

Au titre de l'affermage, SAUR perçoit sa rémunération directement auprès des abonnés du service. Sa part « collecte et traitement des eaux usées » représente environ 50 % des sommes perçues sur la facture d'assainissement, destinée à financer les charges d'exploitation du service, le personnel, l'entretien et le renouvellement des installations.

La collectivité compétente perçoit la part « collectivité » qui représente un peu moins de 35 % des sommes perçues sur la facture.

Les taxes perçues par l'agence de l'Eau Loire-Bretagne représentent 5% de la facture. La TVA à hauteur de 10 % complète la composition de la facture.



Facture d'assainissement – répartition des recettes

Les redevances 2023 ont été votées par le Conseil Communautaire de la CCBI, par délibération du 21 décembre 2022, sans augmentation depuis 2017.

Tarifs 2023 (en € HT)

	Tarif voté	Pour information	
	Part collectivité	Part collecte et traitement des eaux usées	Agence de l'Eau Loire Bretagne
Part fixe			
Abonnement / logement	30.00	99.44	
Part variable (tarif au m3)			
Tranche 0 - 30 m ³ – usage indispensable	0.50*	1.193	0.15
Tranche 0 - 30 m ³ – autres usages	1.00		
Tranche 31 - 85 m ³	1.00		
Tranche 85 - 120 m ³	1.50		
Tranche > 120 m ³	2.00		

* tarif pour les résidences principales

Depuis 2017, l'évolution de la facture d'un peu moins de 4 % est essentiellement due à l'augmentation de la part de l'exploitant, consécutive à une actualisation de sa rémunération, nécessaire à une bonne exploitation du service qui lui est confié.

Participations pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC)

La PFAC est une participation facultative que la CCBI, compétente en assainissement collectif, a institué par délibération de son assemblée. Elle s'applique sur toutes les nouvelles surfaces raccordées (nouvelle construction, extension, changement d'usage ou division d'un bâtiment, raccordement suite à l'extension du réseau). Elle contribue au financement des investissements du service.

Une délibération de la Communauté de communes de Belle-Ile de mars 2018 fixe les montants de PFAC à 1 800 € par branchement quelle que soit la surface et la destination des travaux, installations et aménagements, mais elle liste surtout de nombreux cas particuliers, qui font l'objet de modalités de calcul particulières :

- Lotissements ;

- Constructions nouvelles à usage d'habitation ou d'immeubles existants devant se raccorder à une extension du réseau d'assainissement (grille de montants fixés selon la surface de plancher construite) ;
- Travaux d'extension, d'aménagement, de réaménagement ou de changement de destination qui seraient de nature à induire un supplément d'évacuation d'eaux usées (grille de montants fixés selon la surface de plancher construite) ;
- ...

Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023

Affiché le **31/01/2023**

ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE

4.1.3. Compte administratif prévisionnel 2022

Section d'exploitation

Avec un montant de recettes d'exploitation issues des redevances d'assainissement collectif largement supérieur aux précédents budgets en raison du changement de périodicité de versement des acomptes au titre du nouveau contrat d'exploitation (1^{er} janvier 2022), le résultat d'exploitation est excédentaire dans des proportions exceptionnelles. Ce résultat d'exercice 2022 vient s'ajouter aux excédents antérieurs, pour atteindre un résultat final supérieur à 400 000 €.

EXPLOITATION (en €)			
Dépenses	CA 2022	Recettes	CA 2022
	Prévisionnel		Prévisionnel
Charges générales d'exploitation	97 718	Recettes d'exploitation	765 549
Charges de personnel	16 633	Subventions	10 965
Intérêts d'emprunt	5 688	Autres recettes de gestion	5 828
Autres charges	712	Produits exceptionnels	0.78
Charges exceptionnelles	1 800		
Régularisations		Régularisations	
Amortissements actif	613 938	Amortissements subventions	205 220
Total	736 489	Total	987 562.78
		Excédents antérieurs	160 122.22
		Total	1 147 685

Section d'investissement

Le montant des dépenses d'équipements réalisés sur l'année atteint 1.8 M€, et ne fait l'objet d'aucun financement par l'emprunt, bien que des crédits sont inscrits au budget primitif. Les dotations aux amortissements réduites des subventions transférables, auxquels s'ajoutent les excédents antérieurs d'investissement, ne suffisent pas couvrir les dépenses de la section, qui présente un résultat final déficitaire de - 670 000 €.

INVESTISSEMENT (en €)			
Dépenses	CA 2022	Recettes	CA 2022
	Prévisionnel		Prévisionnel
Dépenses d'équipement	1 849 483	Participations et subventions	208 708
		Emprunts contractés	
Capital emprunt	150 709	Autres immobilisations	0.60
Autres immobilisations	365	Affectation des résultats	
Amortissements subventions	205 220	Amortissements actif	613 938
Opérations patrimoniales	14 315.90	Opérations patrimoniales	14 315.90
Total	2 220 092.90	Total	836 962.50
		Excédents antérieurs	713 441.50

Total	1 550 404
-------	-----------

Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023

Affiché le 31/01/2023

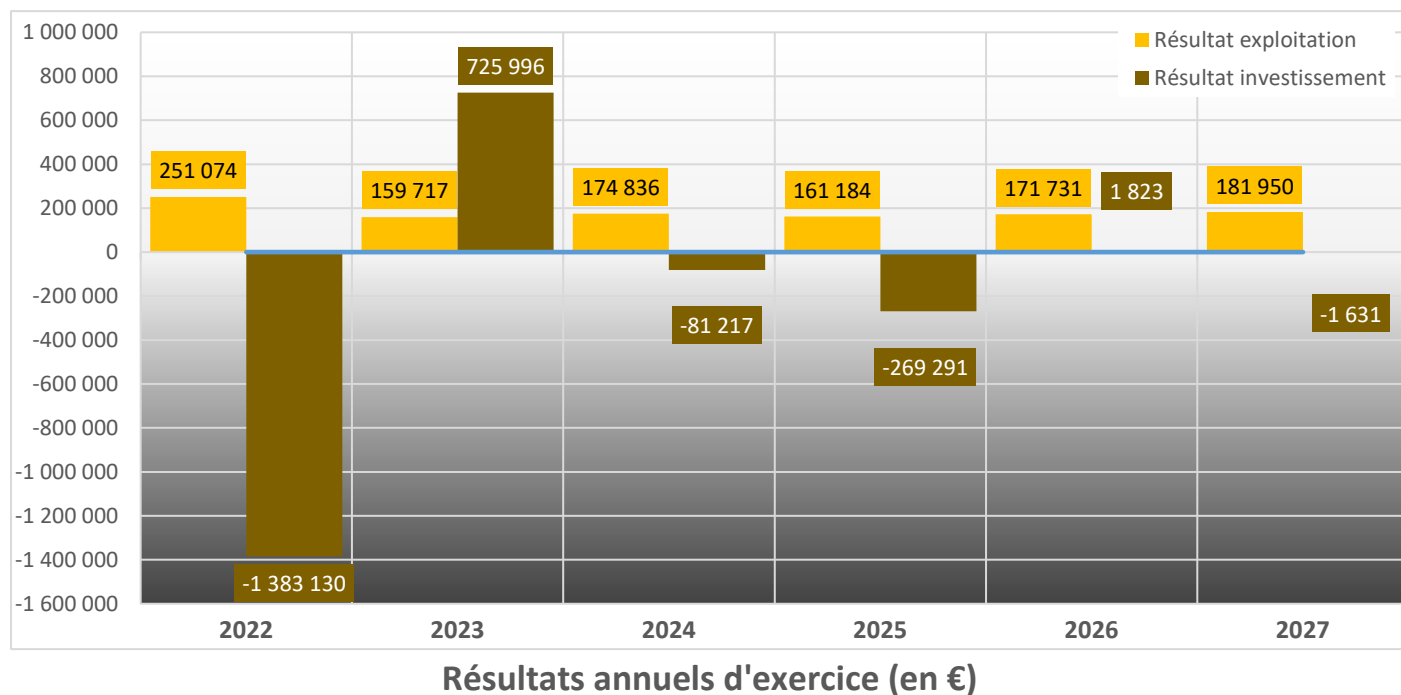
ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE

4.1.4. Prospective budgétaire

Résultats d'exercice

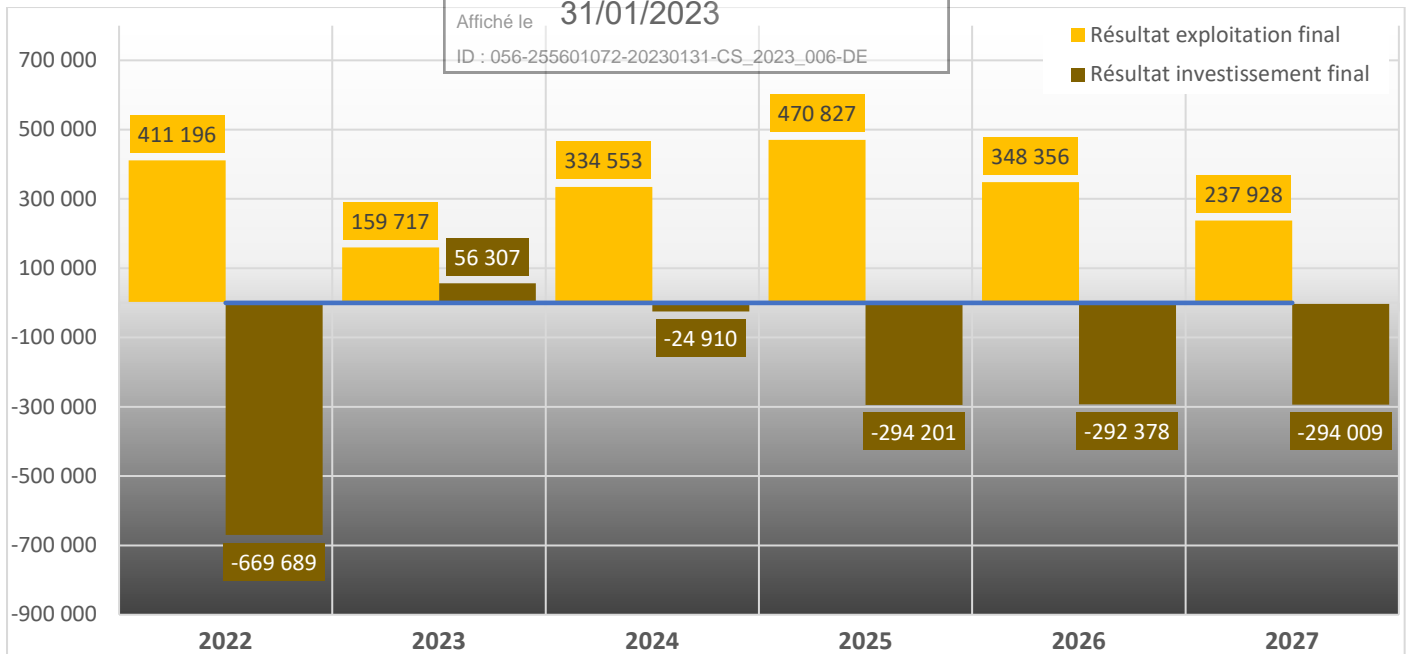
En section d'exploitation, la prospective 2023-2027 s'appuie sur une évolution annuelle de +1.5 % à + 2 % des postes de dépenses et une augmentation de + 2 % des redevances assainissement collectif. Les résultats sont également impactés par les nouveaux remboursements d'intérêts d'emprunts contractés en 2023 et 2024.

En investissement, les résultats d'exercice oscillent en négatif (2022) et en positif (2023) au gré des emprunts souscrits.



Résultats cumulés

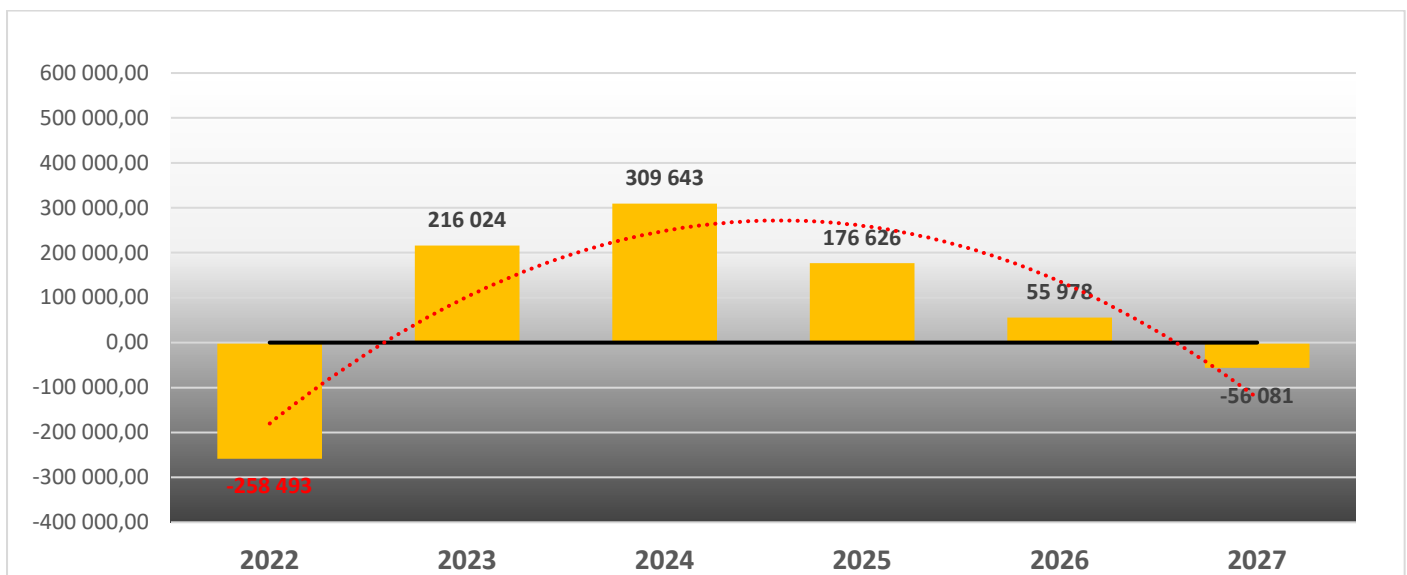
Sur la période 2023-2027, chaque année, l'excédent d'exploitation couvre globalement le déficit d'investissement constaté.



Résultats d'exercice cumulés (en €)

4.1.5. Fonds de roulement

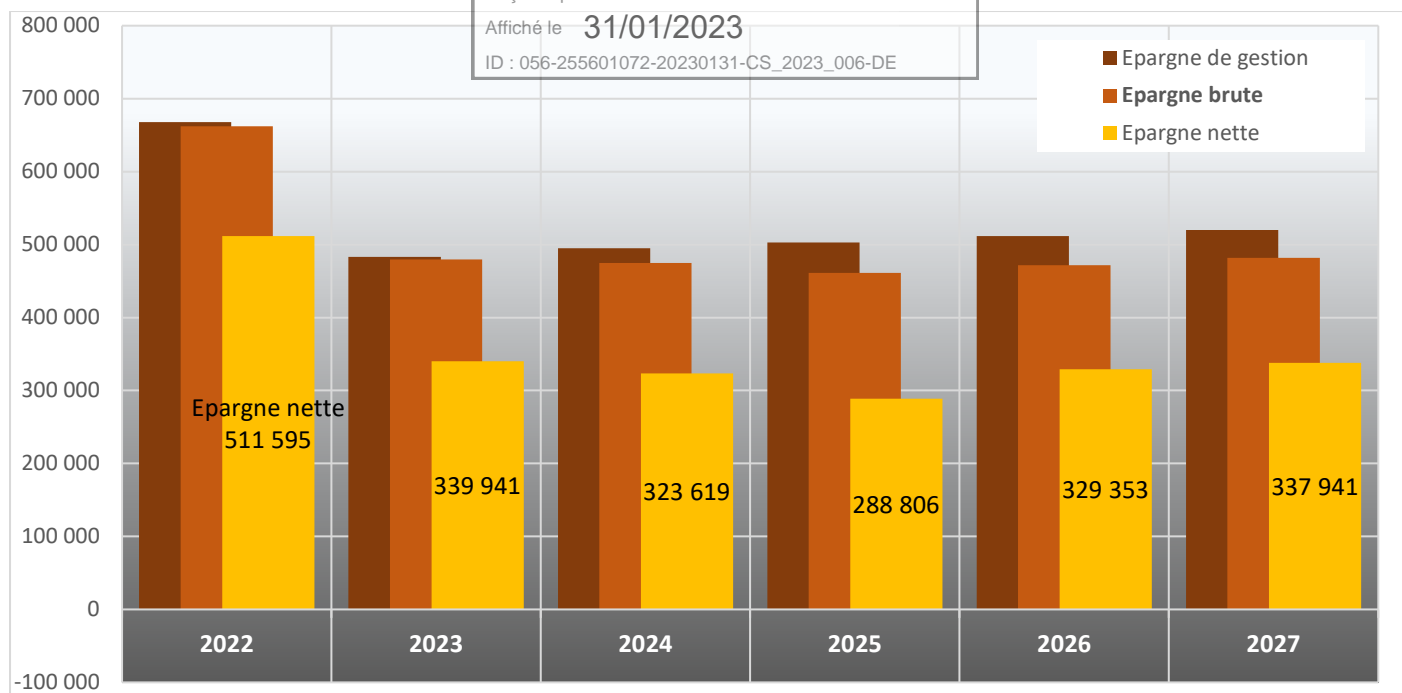
Les emprunts contractés pour le financement des programmes d'investissement sont à l'origine du fonds de roulement comptabilisé sur les exercices 2023 et 2024. Par la suite et sans nouvel emprunt, le fonds de roulement issu exclusivement de la section d'exploitation est absorbé par le financement des investissements, jusqu'à disparaître totalement.



Evolution du fonds de roulement – Budget Assainissement collectif (en €)

4.1.6. Epargne

Les indicateurs d'épargne sont anormalement élevés en 2022 en raison de recettes à caractère exceptionnel liées au renouvellement de contrat d'exploitation et aux nouvelles modalités de reversement des acomptes de redevance perçues. Sur la période 2023-2027, on observe une légère augmentation de l'épargne de gestion tandis que l'épargne brute et nette se stabilisent.



Indicateurs d'épargne – budget Assainissement collectif (en €)

4.2. GESTION DE LA DETTE ET INVESTISSEMENTS

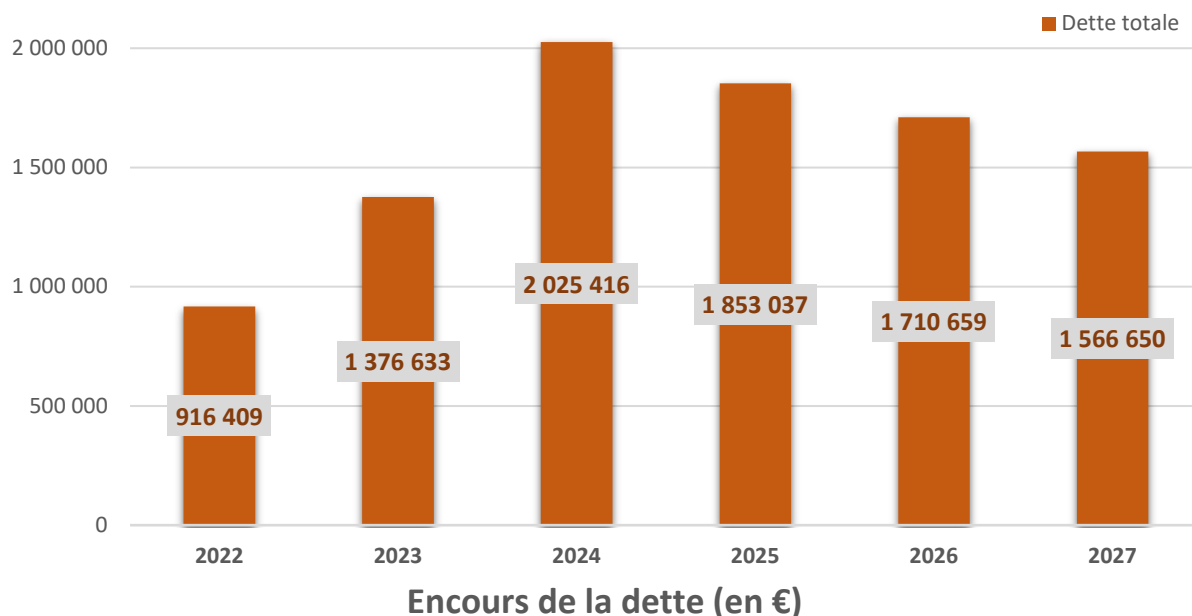
4.2.1. Suivi de la dette

Situation

L'encours de la dette s'élève au 31 décembre 2022 à **916 408.50 €** :

- 2 emprunts bancaires pour un montant total de 124 200.48 €, dont les remboursements se terminent en 2023 pour l'un et 2026 pour l'autre ;
- 2 avances remboursables de l'AELB d'un montant total de 792 208.02 dont les remboursements finissent en 2031.

Dans la prospective budgétaire 2023-2027, le financement des programmes d'investissement est assuré par 2 nouveaux prêts, prévus en 2023 pour 600 000 € et en 2024 pour 800 000 €.



4.2.2. Etat d'actifs

Au 31 décembre 2022, l'état d'actif du budget affiche une valeur nette comptable de 13.6 M€.

4.2.3. Programmation pluriannuelle des investissements

Le PPI est constitué du solde des opérations en cours et de 3 nouveaux programmes à engager en 2023 et 2024.

PPI	2022 (pour mémoire)	2023 En €	2024 En €	2025 En €
Marché à bons de commande de MOE travaux d'assainissement 2022-2024 LOT n° 1	79 006,13	30 232,37		
Marché à bons de commande de MOE travaux d'assainissement 2022-2024 LOT n° 2	8 764,19	30 000,00	30 000,00	21 822,81
Travaux de renouvellement réseau eaux usées de Pen Prad	98 929,00	500,00		
Travaux de délestage de la STEP de Petit Cosquet à Bangor	41 900,00			
Diagnostics enrobés bitumeux				
LOT n° 1 / Travaux de réhabilitation réseaux EU et EP Sauzon	1 018 165,70	53 398,50		
LOT n° 2 / Travaux de réhabilitation réseaux EU Bangor et Locmaria	219 913,00	12 592,00		
LOT n° 3 /essais préalables réception des réseaux EU et EP	0,00	43 978,60		
TITULAIRE / Travaux de refonte des postes de refoulement de Stang Per et Goélan	213 540,00	5 950,00		
Lot n° 1/ Bon commande n°1 / MAC - travaux Travaux de renouvellement, réhabilitation, extension	138 300,00	250 000,00	200 000,00	200 000,00
LOT n° 2 / Bon commande n°1 / MAC Diagnostic, contrôles et essais sur le territoire,	0,00	60 000,00	50 000,00	50 000,00
Mise en place d'un débit mètre sur le refoulement du Pr du Potager	0,00	54 773,00		
Débitmètre - avenant 1 à prévoir (2022 ou 2023)	5 000,00			
Nouveaux programmes				
Potager		150 000,00	250 000,00	
Kervilahouen		305 000,00	300 000,00	
Borderenne			350 000,00	350 000,00
TOTAL	1 823 518,02	996 424,47	1 180 000,00	621 822,81

CONCLUSION

Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023

Affiché le 31/01/2023

ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE



Les orientations budgétaires de l'exercice 2023, malgré le contexte de crise inflationniste et les enjeux sanitaires croissants, s'inscrivent dans une volonté affirmée de préservation de la stabilité financière du Syndicat, par une gestion optimale de l'exploitation des services publics et le maintien d'un niveau d'investissement élevé, garant de la durabilité du patrimoine.

Face au changement climatique et plus encore après l'épisode de sécheresse de l'année 2022, Eau du Morbihan intègre la problématique de la **préservation de la ressource** en eau dans sa politique de long terme, faisant de cette question un enjeu majeur de la gestion durable de l'eau dans le Morbihan.

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2023-2027 (en M€)

	Commissions locales	Opérations	localisation	Antérieur	2023	2024	2025	2026	2027	2028 et suivants	total 2023-2027	commentaires	
UNITES DE PRODUCTION/STOCKAGE/CANALISATIONS	AQTA	Tréauray	Sainte Anne d'Auray	15,63	0,13						0,13	Construction nouvelle unité de production	
	AQTA	Réhab dispositif eau brute Houat	Houat	0,08					0,15		0,15	Diagnostic hydraulique et canalisations eaux brutes	
	AQTA	Etanchéité bache Houat	Houat						0,12	0,13	0,12	Développements radinaires	
	AQTA	Stockage	Hoëdic	0,03	0,57						0,57	Doublement de la capacité de stockage avec participation AQTA (et reprise du GC existant le cas échéant)	
	AQTA	confortement stockage	Hoëdic					0,05			0,05	étude préliminaire et chiffrage : consolidation des charpentes - stock eau préfiltrée	
	AQTA	Kergoudeler	Pluvigner						0,05	0,40	0,05	Raccordement forage de Filerit	
	CC Belle-Ile	Sécurisation et ressource belle ile	Belle Ile	0,20				0,05	0,66		0,71	Réaménagement Loquetlas– lien avec REUT Assainissement	
	CC Belle-Ile	reprise béton antoureau	Le Palais		0,03	0,15					0,18	Protection béton	
	De l'Oust à Brocéliande communauté	Bellée	Saint Congard	0,07	0,13						0,13	Reprise étanchéité toiture + changement media filtrant	
	EDM	Mise à niveau des stations ESO - T2	EDM		0,28	0,05					0,33	Programme global hiérarchisé de remise à niveau du patrimoine des stations d'eau souterraine	
	EDM	Mise à niveau des réservoirs de tête - T2	EDM		0,07	0,25	0,25			0,00	0,57	Tranche 2 - Programme global hiérarchisé de remise à niveau des réservoirs Production	
	EDM	Déplacement/renou canalisation	EDM		0,10	0,10	0,10	0,10	0,10		0,50	Enveloppe pour faire face aux projets d'aménagement / renouvellement - St Jean Brévelay - Ploërmel	
	EDM	Mise à niveau des réservoirs de tête - T3	EDM						0,07	0,50	0,07	étude 2027 - travaux 28 et 29	
	EDM	traitement métabolites de pesticides	EDM	0,05	0,18	0,79	0,80	0,68			2,45	modification des filières de traitement sur 5 stations d'eau souterraine	
	Roi Morvan communauté	Toultreincq	Gourin	0,19	2,00	4,00	1,40				7,40	mise à niveau UP + métabolite s : EP de scénarii / qualité nouvelles ressources	
	Roi Morvan communauté	Tourlaouen	Plouray		0,08	0,22	0,35				0,65	Extension capacité à 60 m3/h + traitement métabolite - EP pour différents scénarii selon résultats analytique des nouvelles ressources	
	Roi Morvan communauté	Minez Du	Langonnet	0,46	1,23						1,23	Construction nouvelle UP	
	Arc Sud Bretagne	Pen Mur	Muzillac						0,05		0,05	Diagnostic et étude préliminaire	
	Ploërmel communauté	Prassay	Val d'Oust		0,58	0,47					1,05	Mise à niveau UP + métabolites : EP de scénarii / qualité nouvelles ressources	
	Ploërmel communauté	UP Lac au duc	Ploërmel	0,06	0,62	0,61					1,23	Revêtement prétraitement 2022 + filière boues	
	Ploërmel communauté	Réservoir Gourhel	Ploërmel		0,03						0,03	augmentation stockage - étude hydraulique et recherche foncière	
	Pontivy communauté	Perthuis rouge	Radenac		0,05	0,40					0,20	0,45	Réalisation bache pour sécu UP et sécurisation Rohan
	Redon agglomération	Carrouis	Béganne				0,06	0,36			0,42	Etude préliminaire de raccordement du forage de 25 m3/h et adaptation de la filière - + métabolites	
	SOUS-TOTAL				16,77	6,08	7,04	2,96	1,24	1,20	1,23	18,52	
BARRAGES	CC Belle Ile	Barrage Borfloc'h	Belle Ile			0,07	0,05				0,12	inspections révision décennale	
	Ploermel communauté	Devolement canalisation Lac au duc	Ploërmel	0,18	0,01						0,01		
	Tréauray	barrage				0,07					0,07	inspection décennale	
	Tréauray	turbine			0,02						0,02	étude préliminaire - modèle économique pour chiffrage et élaboration du calendrier de réalisation	
	Ploermel communauté	Barrage du Lac au Duc	Ploërmel - Taupont	1,97	0,48						0,48	Sécurisation + évacuateur de crues (participation des co-propriétaires et cc) + déplacement conduite + tour de prise + passe à anguilles Remboursement partenaires	
	SOUS-TOTAL				2,15	0,51	0,14	0,05	0,00	0,00	0,00	0,70	
RESSOURCES PPC	EDM	Recherches en eau	EDM		0,23	0,20	0,20	0,20	0,20		1,03	Recherche en eau et études sur ressource	
	EDM	PPC	EDM		0,36	0,25	0,20	0,20	0,20		1,21	Procédure + indemnisation + acquisition foncière + clotures	
	SOUS-TOTAL				0,00	0,59	0,45	0,40	0,40	0,00	2,24		
TRANSPORT	EDM	liaison MAXENT (35) Fosse Noire	Beignon		0,12						0,12	Projet conjoint avec Ouest 35	
	EDM	Réservoir sur Tour de Kerguéro	Brech		0,45						0,45	Réhabilitation	
	EDM	sécurisation ex-SIAEP de Rohan	Pontivy CC (Rohan)	0,05		0,15				3,05	0,15	Sécurisation - bache Perthuis Rouge	
	EDM	Feeder Baud - Brech	Baud-Brech	0,01	0,12		2,00	4,00	4,00	3,50	10,12	Etude préliminaire (tracé, contraintes ...) + commencement travaux	
	SOUS-TOTAL				0,06	0,69	0,15	2,00	4,00	4,00	6,55	10,84	
TOTAL PRODUCTION-TRANSPORT				18,98	7,87	7,78	5,41	5,64	5,60	7,78	32,30		
	Commissions locales	Opérations	localisation	Antérieur	2023	2024	2025	2026	2027		total 2023-2027	commentaires	
	périmètre Distribution	Programmes 2020		6,57	0,13						0,13	Extension, renouvellement, reconfiguration, sectorisation, ...	
	périmètre Distribution	Programme 2021-2023		12,85	7,83	2,33					10,16		
	périmètre Distribution	Programme 2024-2026				4,61	7,33	7,33			19,27		
	périmètre Distribution	Programme ...							7,33		7,33		
TOTAL DISTRIBUTION				19,42	7,96	6,94	7,33	7,33	0,00		29,56		

Envoyé en préfecture le 31/01/2023

Reçu en préfecture le 31/01/2023

Affiché le **31/01/2023**

ID : 056-255601072-20230131-CS_2023_006-DE



service public d'eau potable

27 rue de Luscanen • CS 72011 • 56 001 Vannes cedex
02 97 47 91 39 • contact@eaudumorbihan.fr • www.eaudumorbihan.fr